

RAPPORT DE GESTION

Dans le présent rapport de gestion et à moins que le contexte n'indique ou n'exige une autre interprétation, toutes les mentions de « Société », « Lightspeed », « nous », « notre » ou « nos » font référence à Lightspeed Commerce Inc. ainsi qu'à ses filiales, sur une base consolidée, telle qu'elle était constituée au 31 mars 2024.

Le présent rapport de gestion, daté du 16 mai 2024, pour les trimestres clos les 31 mars 2024 et 2023 et pour les exercices clos les 31 mars 2024 (l'« exercice 2024 ») et 2023 (l'« exercice 2023 »), doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour les exercices clos les 31 mars 2024 et 2023, inclus ailleurs dans le présent rapport annuel. Les informations financières figurant dans le rapport de gestion sont tirées des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice 2024 et l'exercice 2023, lesquels ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants sont libellés en dollars américains, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences établies par le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. En vertu du régime d'information multinational des États-Unis et du Canada, nous sommes autorisés à préparer le présent rapport de gestion conformément aux obligations d'information canadiennes, lesquelles diffèrent des obligations américaines.

Des renseignements complémentaires sur Lightspeed, notamment notre plus récente notice annuelle et notre rapport annuel sur formulaire 40-F de l'exercice clos le 31 mars 2024, peuvent être consultés sur notre site Web, à l'adresse investors.lightspeedhq.com, ainsi que sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Information prospective

Le présent rapport de gestion contient de l'« information prospective » et des « énoncés prospectifs » (ensemble, l'« information prospective »), au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes. L'information prospective peut se rapporter aux perspectives financières et aux événements ou résultats prévus; elle peut comprendre des renseignements sur notre situation financière, notre stratégie d'affaires, nos stratégies de croissance, les marchés à notre portée, nos budgets, nos activités d'exploitation, nos résultats financiers, nos impôts, notre politique en matière de dividendes, nos plans et nos objectifs. En particulier, sont considérées comme prospectives l'information sur nos attentes à l'égard des résultats, du rendement, des réalisations, des perspectives ou des possibilités futurs ou des marchés sur lesquels nous exerçons nos activités, les conditions macroéconomiques telles que les pressions inflationnistes, les taux d'intérêt et l'incertitude économique mondiale, nos attentes quant aux coûts, au calendrier et à l'incidence de la réorganisation et des initiatives de réduction des coûts ainsi que des changements de personnel, nos attentes concernant les dépenses d'investissement et les stratégies d'attribution de capital, l'instabilité géopolitique, le terrorisme, la guerre et d'autres conflits mondiaux tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la guerre entre Israël et le Hamas, ainsi que l'information sur nos attentes concernant les tendances du secteur d'activité et des dépenses de consommation, nos taux de croissance, la réalisation de développements de notre plateforme et l'expansion de celle-ci, l'accent mis sur les clients affichant un VTB élevé et ayant des besoins complexes, nos produits d'exploitation et le potentiel de nos solutions de paiement et autres à dégager des produits d'exploitation, l'incidence de notre décision de vendre nos solutions de point de vente et de paiement sur une plateforme intégrée, nos marges brutes et notre rentabilité future, les résultats et les synergies au terme d'acquisitions, l'incidence des litiges en cours et imminents, l'incidence des fluctuations des taux de change sur nos résultats d'exploitation, nos plans et stratégies d'affaires, et notre position concurrentielle dans notre secteur d'activité.

Dans certains cas, l'information prospective se signale par la terminologie utilisée : « prévoir », « cibler », « s'attendre à », « il existe une possibilité que », « budget », « calendrier », « estimation », « perspectives », « prévision », « projection », « éventuel », « stratégie », « avoir l'intention de », « croire », « estimer » ainsi que diverses variations ou flexions de ces termes, notamment au futur, au conditionnel ou à la forme négative, de même que des mots, expressions ou énoncés stipulant que certains événements, résultats, actions ou mesures peuvent ou pourraient « se produire », « survenir », « être atteints » ou « être prises », ou l'inverse, et d'autres termes ou expressions de même nature. En outre, tout énoncé qui se rapporte à des attentes, intentions, projections ou autres allusions à des événements ou circonstances futurs contient de l'information prospective. Les énoncés contenant de l'information prospective ne concernent pas des faits passés; ils représentent les attentes, les estimations et les projections de la direction à l'égard d'événements ou de circonstances futurs.

L'information prospective aux présentes et les autres renseignements de nature prospective sont fondés sur les opinions, les estimations et les hypothèses que nous formulons à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances passées, des conditions actuelles et des développements à venir, de même que sur d'autres facteurs que nous estimons raisonnables et appropriés dans les circonstances à la date à laquelle l'information prospective est établie. Même si nous mettons un grand soin à préparer l'information prospective et à la passer en revue, rien ne garantit que les opinions, estimations et hypothèses qui la sous-tendent se vérifieront. Certaines hypothèses concernant notre capacité à accroître notre part de marché, à pénétrer de nouveaux marchés et à prendre de l'expansion verticalement dans notre secteur, notre capacité à attirer, à former et à maintenir en poste notre personnel clé, notre capacité à réaliser notre plan de relève, notre capacité à gérer le risque lié à la chaîne d'approvisionnement, notre capacité à conserver et à élargir notre présence géographique, notre capacité à réaliser nos plans d'expansion ainsi que nos réorganisations et initiatives de réduction des coûts, notre capacité à poursuivre nos investissements dans notre infrastructure et à mettre en place des contrôles, des systèmes et des processus évolutifs nous permettant de soutenir notre croissance, notre capacité à prévenir et à gérer les atteintes à la sécurité de l'information ou d'autres menaces à la cybersécurité, notre capacité à protéger nos droits de propriété intellectuelle et les risques de poursuite par des tiers pour violation de propriété intellectuelle, l'incidence des recours collectifs et des litiges en cours et imminents, la fixation des prix des titres dans le cadre de nos placements, notre capacité à vendre nos solutions de point de vente et de paiement sur une plateforme intégrée à nos clients nouveaux et existants, notre capacité à évaluer et à gérer efficacement les risques liés à notre programme d'avances de fonds aux commerçants, notre capacité à saisir judicieusement les opportunités stratégiques, notre capacité à intégrer efficacement les entreprises que nous avons acquises et à tirer les avantages attendus de leur acquisition, notre capacité à réaliser des investissements futurs dans nos activités au moyen de dépenses d'investissement, notre capacité à exécuter avec succès nos stratégies d'affectation du capital, y compris notre programme de rachat d'actions, notre capacité à obtenir du financement et à conserver nos sources de financement selon des modalités acceptables, les taux de change et d'intérêt, y compris l'inflation, le caractère saisonnier de nos activités et de celles de nos clients, l'incidence d'une intensification de la concurrence, l'évolution et les tendances de notre secteur et de l'économie mondiale, notamment les variations des dépenses de consommation, la possibilité d'une dépréciation du goodwill et d'autres pertes de valeur à l'avenir, et les changements apportés aux lois, aux règles, aux règlements et aux normes mondiales constituent des facteurs significatifs pris en compte dans la préparation de l'information prospective et la formulation des attentes de la direction.

L'information prospective est nécessairement fondée sur des opinions, estimations et hypothèses que nous jugeons appropriées et raisonnables à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective est subordonnée à des risques connus ou inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations obtenus soient largement différents de ceux qui sont expressément ou implicitement exprimés dans l'information prospective. Ces facteurs de risque englobent, mais ne se limitent pas, à ceux mentionnés à la rubrique « Résumé des facteurs influant sur notre rendement » du présent rapport de gestion, à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle datée du 16 mai 2024, ainsi que dans les autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Si l'un ou l'autre de ces risques ou incertitudes devait se matérialiser ou si les opinions, estimations ou hypothèses qui sous-tendent l'information prospective devaient se révéler erronées, les résultats réels ou les événements futurs pourraient s'écarter de manière significative de ceux prévus dans l'information prospective. Les investisseurs éventuels ont tout intérêt à étudier attentivement les opinions, estimations et hypothèses mentionnées ci-dessus, décrites en détail dans le présent rapport de gestion.

Nous avons tenté de cerner tous les facteurs de risque importants susceptibles de faire en sorte que les résultats réels s'écarteront de manière significative de ceux exposés dans l'information prospective; cependant, d'autres facteurs de risque qui ne sont pas connus pour l'instant ou que nous estimons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir cet effet. Rien ne garantit que l'information prospective s'avérera exacte, puisque les résultats réels et les événements futurs peuvent différer sensiblement de ceux que l'information prospective laisse présager. Aucune information prospective n'est garante des résultats futurs. Par conséquent, le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à l'information prospective, qui n'est valable qu'à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion représente nos attentes à la date d'établissement de celui-ci ou à toute autre date mentionnée, selon le cas, et est susceptible de changer après cette date. Nous nous dégageons de toute intention, de toute obligation et de tout engagement de mettre à jour ou de réviser l'information prospective, que ce soit par suite de nouvelles informations ou d'événements à venir ou pour toute autre raison, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent.

Toute l'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est expressément assujettie à la mise en garde qui précède.

Ce rapport de gestion contient certains noms de marques tels que « Lightspeed », « NuORDER » et autres, qui appartiennent à la Société et sont protégés en vertu des lois sur la propriété intellectuelle en vigueur. Pour des raisons pratiques, les marques de commerce citées aux présentes peuvent y figurer accompagnées ou non des mentions ^{MD} ou ^{MC}; toutefois, l'absence de ces signes ne signifie en aucun cas que nous ne défendrons pas nos droits à l'égard de ces marques de commerce dans toute la mesure permise par la législation applicable.

Des renseignements complémentaires sur Lightspeed, notamment notre plus récente notice annuelle, peuvent être consultés sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Aperçu

Lightspeed propose une plateforme de commerce infonuagique qui relie entre eux les fournisseurs, les commerçants et les consommateurs tout en permettant des expériences omnicanales. Notre plateforme logicielle offre à nos clients les fonctionnalités essentielles dont ils ont besoin pour traiter avec les consommateurs, gérer leurs transactions, accepter les paiements et assurer la croissance de leur entreprise. Nous sommes présents à l'échelle mondiale et permettons aux entreprises des secteurs du détail et de l'hôtellerie ainsi qu'aux exploitants de terrains de golf et autres entreprises, qui occupent un ou plusieurs emplacements, d'être concurrentiels dans un environnement de marché omnicanal en traitant leurs affaires en ligne, sur des réseaux mobiles et sociaux aussi bien que sur des circuits physiques. Nos solutions faciles à utiliser et rentables s'adressent principalement aux petites et moyennes entreprises (« PME ») complexes. Nos produits des activités ordinaires sont pour la plupart récurrents et nous avons su faire croître les produits des activités ordinaires par client au fil du temps.

Notre plateforme infonuagique s'articule autour de trois éléments interdépendants : une expérience omnicanale pour le consommateur, une suite de gestion complète des opérations administratives afin d'améliorer l'efficacité et la vue d'ensemble de nos clients, et la facilitation des paiements. Les principales fonctionnalités de notre plateforme englobent la gamme complète des capacités omnicanales, les points de vente, la gestion par produit et par menu, la gestion du personnel et des stocks (y compris les commandes), les analyses et les rapports, la connectivité multiemplacements, la fonctionnalité de commande à distance et de ramassage à l'auto, la fidélisation, la gestion des clients, et les solutions financières personnalisées comme Lightspeed Payments et Lightspeed Capital. En offrant nos solutions par l'infonuagique, nous permettons aux commerçants de réduire leur dépendance aux canaux physiques et d'interagir avec des clients, peu importe l'endroit (en magasin, en ligne, mobile et sur les réseaux sociaux), de mieux comprendre leurs clients et leurs activités en assurant un suivi de leurs activités et des principales mesures dans tous les canaux, et de mettre à jour leurs stocks, d'effectuer des analyses, de modifier les menus, d'envoyer des offres promotionnelles et de gérer leurs activités depuis n'importe quel endroit.

Parmi nos solutions phares se trouvent Lightspeed Restaurant, un produit central pour le secteur de l'hôtellerie et du commerce, et Lightspeed Retail, un produit de commerce de détail qui regroupe les services avancés de point de vente, de paiement et de commerce électronique en une seule solution cohérente et puissante. Nous offrons également Lightspeed eCommerce, qui permet aux commerçants d'accroître leur portée omnicanale et leur souplesse en matière de ventes, notamment sur les plateformes des médias sociaux et les marchés numériques. Nos solutions phares bénéficient d'un excellent accueil sur le marché mondial. Nous continuons également de faire progresser notre stratégie visant à accroître notre présence dans les marchés verticaux avec le lancement des produits Lightspeed Retail et NuORDER Order Integration auprès des détaillants clients de Lightspeed aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande, qui leur permettent de passer des commandes auprès des nombreuses marques qu'ils ont en stock grâce à l'intégration directe avec NuORDER by Lightspeed. Nous sommes d'avis que notre investissement continu dans cette stratégie est une excellente occasion de nous distinguer de nos concurrents.

Notre situation au point de commerce nous place dans une position favorable pour traiter les paiements et recueillir les données transactionnelles. Nos produits tirés du traitement des transactions ont augmenté de 37 %, passant de 399,6 M\$ pour l'exercice 2023 à 545,5 M\$ pour l'exercice 2024. Cette hausse s'explique essentiellement par l'adoption accrue de

nos solutions de paiement attribuable à notre initiative de plateforme intégrée de paiement, qui a entraîné une croissance de 65 % du VTSPB¹ par rapport à l'exercice 2023. Nous avons commencé à vendre nos solutions de point de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme intégrée au début de l'exercice 2024 et gagné des parts dans le marché des solutions de paiement. Nous pensons que la plateforme intégrée de paiement offre une meilleure expérience aux clients en améliorant la cohérence et la fiabilité, tout en rationalisant le soutien et la facturation, et en augmentant les possibilités de profiter des fonctionnalités innovantes des produits. Nous aidons nos clients en leur offrant gratuitement du matériel informatique et des services d'implantation, en les aidant à racheter des contrats et en leur offrant des tarifs concurrentiels. Dans le cadre de cette initiative, nos clients nouveaux et existants admissibles doivent désormais adopter nos solutions de paiement. Nous sommes d'avis que le traitement de VTB supplémentaires pour les clients nouveaux et existants au moyen de nos solutions de paiement a un effet favorable sur nos stratégies de croissance et nous permet de simplifier nos propres activités. En outre, cette initiative contribue à réduire les coûts liés au soutien de divers tiers fournisseurs de services de traitement de paiement.

Notre plateforme est construite pour évoluer avec nos clients et fournit à ces derniers des solutions de plus en plus perfectionnées à mesure qu'ils ouvrent de nouveaux établissements et que leurs besoins gagnent en complexité. Notre plateforme évite aux PME le recours à des applications disparates de divers fournisseurs, souvent incompatibles, afin d'accéder à la technologie dont elles ont besoin pour exploiter et développer leurs entreprises. Nos réseaux de développement, de distribution et d'installation en partenariat renforcent la portée de nos solutions, les rendant personnalisables et extensibles. Nous accompagnons nos clients à toutes les étapes de leur développement en leur offrant un service d'accueil et de soutien de premier plan dans l'industrie. Nous croyons fermement que notre succès est directement lié à celui de nos clients. Compte non tenu du produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, notre RMPU¹ mensuel était d'environ 431 \$ au 31 mars 2024, contre environ 335 \$ au 31 mars 2023.

Pour compléter encore davantage nos principales solutions infonuagiques, nous offrons un programme d'avances de fonds aux commerçants, soit Lightspeed Capital. Ce programme offre des avances de fonds aux commerçants admissibles et est conçu pour les aider à faire croître l'ensemble de leurs activités et à gérer leur trésorerie. Les commerçants utilisent ces avances de fonds notamment pour gérer leurs flux de trésorerie, acheter des stocks et investir dans la commercialisation.

La vente de nos solutions se fait principalement par l'entremise de nos effectifs de vente directe en Amérique du Nord, en Europe, au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi que par des circuits indirects dans d'autres pays. Notre plateforme convient à divers types de PME, en particulier les détaillants mono et multiemplacements ayant des transactions complexes (nombreux produits, besoins de stockage variés ou élément de service), les exploitants de terrains de golf et les divers clients du secteur de l'hôtellerie.

Nous avons encore comme objectif d'attirer un certain profil de client, tout particulièrement les clients affichant un VTB plus élevé et ayant des besoins plus complexes, des commerçants pour lesquels nous jugeons que nos solutions de premier plan dans le secteur sont parfaitement adaptées. Pour l'exercice 2024, le VTSPB était de 24,2 G\$, contre 14,7 G\$ pour l'exercice 2023, ce qui représente une croissance de 65 %. Pour l'exercice 2024, notre plateforme infonuagique SaaS (« software-as-a-service ») a traité un VTB¹ de 90,7 G\$, soit une croissance de 4 % par rapport à un VTB de 87,1 G\$ pour l'exercice 2023. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, le VTSPB était de 6,6 G\$, contre 3,8 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, ce qui représente une croissance de 75 %.

Le VTB a diminué par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2023 du fait du caractère saisonnier des activités, car le trimestre clos le 31 mars est historiquement le trimestre affichant le plus faible VTB, tant pour le secteur de l'hôtellerie que le secteur de la vente au détail.

Au 31 mars 2024, nous comptons des emplacements clients dans plus d'une centaine de pays. Compte non tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, nos emplacements clients, au 31 mars 2024, avaient une répartition d'environ 51 % en Amérique du Nord et de 49 % dans le reste du monde, et le secteur de la vente au détail représentait environ 63 % du total des emplacements clients, et l'hôtellerie, environ 37 %. Nous demeurons concentrés sur le service aux PME complexes, plus précisément celles affichant un VTB élevé, pour lesquelles nos solutions sont particulièrement bien adaptées, et nous estimons que la promotion de la plateforme d'Ecwid en tant que produit de commerce électronique phare permet à ces entreprises d'accroître leur portée omnicanale ainsi que leur souplesse en matière de ventes.

¹ Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés ».

Nous estimons occuper une nette position de leader dans le commerce des PME en raison de notre envergure, de l'ampleur de nos capacités et de la diversité de notre clientèle. Nos produits des activités ordinaires proviennent principalement de la vente d'abonnements à notre logiciel infonuagique et de nos solutions de paiement. Nous offrons des plans de tarification conçus en fonction des besoins de nos clients actuels et futurs, dont le but est d'adapter les solutions de Lightspeed à la croissance des PME. Nos plans d'abonnement peuvent être mensuels, annuels ou pluriannuels. Nous avons également intégré notre logiciel au traitement électronique de paiement qu'offrent divers tiers, qui nous versent une part des produits qu'ils tirent du traitement des paiements des clients que nous leur recommandons. Ces ententes ont généralement été conclues avant que nos solutions de paiement soient disponibles dans les divers marchés où nous sommes présents et nous nous attendons à ce que les produits tirés de ces ententes continuent de diminuer au fur et à mesure que le nombre de commerçants utilisant nos solutions de paiement augmente.

De 730,5 M\$ pour l'exercice 2023, le total de nos produits des activités ordinaires est passé à 909,3 M\$ pour l'exercice 2024, pour une croissance sur 12 mois de 24 %. Pour l'exercice 2024, les produits tirés des abonnements représentaient 35 % du total de nos produits des activités ordinaires (41 % pour l'exercice 2023), et les produits tirés du traitement des transactions comptaient pour 60 % du total de nos produits des activités ordinaires (55 % pour l'exercice 2023). Malgré l'incidence des difficultés et de l'incertitude liées au contexte macroéconomique, nous avons enregistré un taux de rétention net¹ annuel d'environ 110 % pour l'exercice 2024, contre environ 110 % pour l'exercice 2023.

Par ailleurs, en complément des abonnements et des solutions de traitement de transactions, nous tirons des produits de la vente de matériel et d'autres services de soutien à valeur ajoutée offerts aux commerçants. Ces produits sont en général non récurrents et proviennent de la vente de matériel afférent à nos solutions et de la vente de services professionnels de soutien pour l'installation et l'implantation de nos solutions. Pour l'exercice 2024, ces produits ont compté pour 5 % du total de nos produits des activités ordinaires (4 % pour l'exercice 2023).

Nous projetons de continuer d'investir intentionnellement dans notre croissance future, notamment dans NuORDER by Lightspeed et dans les technologies basées sur l'intelligence artificielle, pour améliorer notre expérience de soutien au client et notre capacité à développer plus rapidement des solutions. Notre succès futur dépendra d'un certain nombre de facteurs, notamment notre capacité à accroître notre part de marché, à mettre à profit le succès de nos solutions de paiement et nos solutions financières personnalisées, à ajouter d'autres solutions à nos plateformes, à accroître notre présence dans les marchés verticaux et à procéder avec soin à des acquisitions qui augmenteront la valeur, et à leur intégration.

Après la clôture de l'exercice 2024, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société tout en continuant de mettre l'accent sur la croissance rentable. En outre, la Société a lancé plusieurs autres initiatives de réduction des coûts. La réorganisation prévoit la réduction d'environ 280 postes. Nous continuerons d'investir dans le développement de produits clés et dans l'expérience client.

Nous sommes d'avis qu'il existe de nombreuses possibilités pour faire augmenter davantage notre RMPU étant donné le nombre de clients adoptant plus de produits Lightspeed au fil du temps. Nous croyons également qu'en continuant d'investir, nous augmenterons la base de nos produits des activités ordinaires, améliorerons la rétention de cette base et renforcerons notre capacité à accroître les ventes auprès de nos clients. Nous n'avons pas généré de bénéfice net à ce jour, et à moins de réussir à mettre en œuvre nos stratégies de croissance et nos mesures de réduction des coûts, nous pourrions ne pas être en mesure d'en générer. Pour les exercices 2024 et 2023, nous avons subi des pertes d'exploitation respectives de 203,0 M\$ et de 1 099,0 M\$. Les pertes d'exploitation de l'exercice 2023 incluaient une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie de 748,7 M\$. Nos sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation et nos sorties de trésorerie ajustées liées aux activités d'exploitation² se sont élevées respectivement à 97,7 M\$ et à 93,9 M\$ pour l'exercice 2024 par rapport à 125,3 M\$ et à 96,0 M\$, respectivement, pour l'exercice 2023. Nos sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation et nos sorties de trésorerie ajustées liées aux activités d'exploitation² pour l'exercice 2024 comprennent une augmentation de la trésorerie affectée aux avances de fonds aux commerçants de 30,0 M\$ par rapport à l'exercice 2023.

² Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS et rapprochements ».

Développement durable

Le développement durable fait partie intégrante de nos principes directeurs, et nous travaillons à un avenir durable et à une économie plus verte. Dans le cadre de cet engagement, nous avons pris des mesures pour aider nos clients à réduire leur empreinte carbone. Grâce à notre participation au programme Carbon Friendly Dining de GiftTrees, les consommateurs ont la possibilité de compenser les émissions de carbone associées à leur achat de repas par la plantation d'arbres, et nos clients reçoivent des crédits de développement durable permettant l'achat de produits de Lightspeed. Le programme a permis de planter plus de 1,8 million d'arbres. En plus d'aider à compenser les émissions de carbone, ces arbres procurent de la nourriture et un revenu aux collectivités qui les reçoivent, en plus de les éduquer. Nous avons également établi un partenariat avec TravelPerk et compensons les émissions de carbone pour nos déplacements professionnels en avion, en voiture et en train. Nous choisissons de nous associer à des entreprises qui sont également soucieuses de l'environnement. La plupart de nos solutions fonctionnent avec les plateformes Amazon Web Services (« AWS ») et Google Cloud. Cette dernière achète des quantités d'énergie renouvelable équivalentes à sa consommation d'électricité annuelle et AWS s'est engagée à alimenter son exploitation au moyen d'énergie 100 % renouvelable d'ici 2025. Nous avons lancé un réseau dirigé par les employés axé sur le développement durable, grâce auquel ces employés peuvent sensibiliser, recommander des changements qui ont une incidence tangible et réfléchir à des solutions écologiques à intégrer à nos activités et à nos interactions avec la collectivité.

Lightspeed est également un lieu favorisant la diversité, l'équité et l'inclusion, et ce, depuis que notre président et chef de la direction Dax Dasilva a fondé la Société dans le Village gai de Montréal en 2005. Les quatre premiers membres de l'équipe de Lightspeed étaient tous issus de la communauté LGBTQ2S+ et, selon notre sondage annuel de 2024 sur la diversité, l'équité et l'inclusion (dont la participation se fait sur une base volontaire), 9 % des répondants s'identifient comme appartenant à la communauté LGBTQ2S+, dont 1 % comme transgenre et un autre 1 % comme non binaire. Notre engagement pour un lieu de travail diversifié et inclusif est visible à tous les échelons de la Société, notamment avec nos réseaux dirigés par des employés pour les femmes ainsi que pour les membres des communautés LGBTQ2S+ et PANDC. Avec l'arrivée de Manon Brouillette au sein de notre conseil au cours de l'exercice 2024, nous avons réussi à atteindre notre objectif de maintenir un conseil composé d'au moins 37,5 % de femmes. En date des présentes, 50 % des membres indépendants de notre conseil sont des femmes. En outre, 50 % des membres de la haute direction sont des femmes. Nous croyons en l'importance de créer de la valeur dans l'ensemble de notre écosystème, notamment en offrant à tous les employés des occasions de création de richesse intéressantes. Tous les employés permanents se voient attribuer une participation dans la Société à leur embauche, ce qui assure que leurs intérêts sont alignés sur ceux de nos actionnaires.

Conditions macroéconomiques

Une incertitude persiste au sein de l'environnement macroéconomique, notamment en ce qui concerne les pressions inflationnistes, les variations des dépenses de consommation, les fluctuations des taux de change, le contexte géopolitique et social, et les variations des taux d'intérêt. Cette incertitude macroéconomique rend difficile la détermination des répercussions futures de ces événements et conditions sur notre clientèle et nos marchés finaux, ainsi que des conséquences sur nos activités et notre exploitation, tant à court qu'à long terme.

Cependant, malgré ces risques et incertitudes, nous estimons toujours qu'il existe un besoin urgent pour nos solutions dans les secteurs où nous exerçons nos activités, alors que les PME envisagent de perfectionner les modèles de vente en personne traditionnels par des stratégies en ligne et numériques, de fonctionner avec un nombre réduit d'employés pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre et ainsi d'automatiser les tâches chronophages, et de trouver de nouveaux moyens de gagner en efficacité et de mieux gérer leurs activités. À l'heure actuelle, une grande part de notre marché est desservie par d'anciens systèmes sur site qui sont coûteux, compliqués, désuets et mal équipés pour aider les PME à s'adapter à ce besoin immédiat. Il s'agit pour nous d'une excellente occasion de continuer à encourager l'adoption de nos solutions. Lightspeed estime être bien positionnée pour profiter de cette opportunité et continuera de tirer le maximum de sa position privilégiée dans les points de vente et de saisir les occasions liées aux solutions de paiement.

Saisir les occasions liées aux solutions de paiement passe par la monétisation continue d'une plus grande part du VTB de nos clients, lequel, pour l'exercice 2024, a atteint 90,7 G\$, en hausse de 4 % par rapport au VTB de 87,1 G\$ traité pour l'exercice 2023. Nous nous attendons à ce que les variations des dépenses de consommation ou toute autre condition macroéconomique dans les régions où nous exerçons nos activités fassent encore fluctuer notre VTB. Cependant, nous sommes d'avis que la diversification de notre clientèle, tant pour ce qui est des marchés verticaux que pour les régions, représentera toujours un avantage solide pour la Société.

De plus, la guerre entre Israël et le Hamas et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont engendré une plus grande incertitude économique à l'échelle mondiale et devraient continuer de le faire. Nous n'avons pas d'activités importantes, de clients importants ou de relations avec des fournisseurs importantes au Moyen-Orient, en Russie, en Biélorussie ou en Ukraine, et avons cessé nos activités de vente aux nouveaux clients en Russie et en Biélorussie. Toutes nos données liées à notre propriété intellectuelle et à nos clients sont conservées en dehors de la Russie et de la Biélorussie. Nous avons des membres du personnel en Russie issus de l'acquisition d'Ecwid et, dans le cadre de nos plans de continuité des activités, nous avons réaffecté bon nombre d'entre eux à l'extérieur de la Russie afin de réduire toute dépendance envers la région. Nous continuerons de surveiller la situation de près, mais, jusqu'à maintenant, nos activités commerciales n'ont pas été interrompues pour cette raison.

Comme nous l'expliquons plus loin, nous suivons encore de près les répercussions des événements et conditions macroéconomiques sur nos activités, notre situation financière et nos opérations. Se reporter à la rubrique du présent rapport de gestion intitulée « Résumé des facteurs influant sur notre rendement » et à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle la plus récente, ainsi qu'aux autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov, pour une analyse des risques auxquels nous sommes exposés.

Indicateurs de rendement clés

La surveillance des indicateurs de rendement clés suivants nous permet d'évaluer notre entreprise, de mesurer notre rendement, d'identifier les tendances qui touchent nos activités, d'établir des plans d'entreprise et de prendre des décisions stratégiques. Ces indicateurs de rendement clés constituent pour l'investisseur des mesures supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment les mesures propres à un secteur pour évaluer les sociétés émettrices. La méthode dont nous nous servons pour calculer nos indicateurs de rendement clés peut se révéler différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises pour calculer des mesures analogues.

Revenu moyen par utilisateur. Le « **revenu moyen par utilisateur** » ou « **RMPU** » correspond au total des produits tirés des abonnements et de solutions de traitement de transactions de la Société pour la période, divisé par le nombre d'emplacements clients de la Société pour cette période. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons qu'elle constitue une mesure supplémentaire utile de nos progrès en matière de croissance des produits que nous tirons de notre clientèle. Compte non tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, qui affichent un RMPU plus bas, le RMPU mensuel de nos emplacements clients a augmenté de 29 % à environ 431 \$ par emplacement client au 31 mars 2024 par rapport à environ 335 \$ par emplacement client au 31 mars 2023. Pour plus de précision, le nombre d'emplacements clients de la Société pour la période correspond au nombre moyen d'emplacements clients tout au long de la période. Un emplacement client s'entend de l'emplacement d'un commerçant facturable pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation et, dans le cas de NuORDER, d'une marque avec un abonnement direct ou indirect payé pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation. Un seul client distinct peut avoir plusieurs emplacements clients, qu'il s'agisse d'emplacements physiques ou de sites de commerce électronique et, dans le cas de NuORDER, des abonnements multiples. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que notre capacité à accroître le nombre d'emplacements clients affichant un VTB par année élevé qui utilisent notre plateforme est un indicateur de notre succès au chapitre de la pénétration de marché et de la croissance de notre entreprise. Compte non tenu des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid, le nombre de nos emplacements clients a diminué, passant d'environ 168 000 au 31 mars 2023 à environ 165 000 au 31 mars 2024, puisque nous nous concentrons sur les emplacements clients affichant un VTB élevé et les clients utilisant nos solutions de paiement plutôt que sur le nombre total d'emplacements clients.

Volume traité par les solutions de paiement brut. Le « **volume traité par les solutions de paiement brut** » ou « **VTSPB** » désigne la valeur totale en dollars des transactions traitées, compte non tenu des montants traités au moyen de la solution NuORDER, au cours de la période par nos solutions de paiement pour lesquelles nous agissons à titre de partie principale dans l'entente avec un client, déduction faite des remboursements, ce qui inclut les frais de transport et de manutention, des droits de douane et des taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure, car nous

sommes d'avis qu'une croissance du VTSPB est un indicateur de la force de nos solutions de paiement. À mesure que le nombre d'emplacements clients utilisant nos solutions de paiement augmente, particulièrement ceux affichant un VTB élevé, nous générons un VTSPB plus élevé et constatons une hausse des produits tirés du traitement des transactions. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, le VTSPB était de 6,6 G\$, contre 3,8 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, ce qui représente une croissance de 75 %. Pour l'exercice 2024, le VTSPB se chiffrait à 24,2 G\$, contre 14,7 G\$ pour l'exercice 2023, ce qui représente une croissance de 65 %. Nous avons exclu de notre VTSPB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Volume de transactions brut. Le « volume de transactions brut » ou « VTB » correspond à la valeur totale en dollars des transactions traitées sur notre plateforme infonuagique SaaS (compte non tenu des montants traités par la solution NuORDER) pour une période donnée, après déduction des remboursements, et avant déduction des frais de transport et de manutention, des droits de douane et des taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que le VTB est un indicateur du succès de nos clients et de la vigueur de notre plateforme. Le VTB ne représente pas des produits que nous avons gagnés. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, le VTB s'est élevé à 20,7 G\$, ce qui représente un accroissement de 2 % par rapport au VTB de 20,2 G\$ enregistré pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Pour l'exercice 2024, le VTB s'est chiffré à 90,7 G\$, soit une hausse de 4 % par rapport au VTB de 87,1 G\$ enregistré pour l'exercice 2023. Nous avons exclu de notre VTB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Taux de rétention net. Nous utilisons le « taux de rétention net », car nous estimons que notre capacité à conserver et à accroître les produits tirés de nos clients actuels est un indicateur de la valeur à long terme de nos relations clients. Notre performance à ce chapitre est mesurée par notre taux de rétention net, qui est calculé en identifiant d'abord une cohorte de clients (la « cohorte de clients ») au cours d'un mois donné (le « mois de base »). La facturation comprend les frais d'abonnement et les frais pour nos solutions de paiement pour lesquelles nous agissons à titre de partie principale dans l'entente avec un client. Nous divisons ensuite la facturation pour la cohorte de clients au cours du même mois de l'exercice suivant (le « mois de comparaison ») par la facturation du mois de base pour obtenir un taux de rétention net mensuel. Par définition, les clients ajoutés à notre plateforme entre le mois de base et le mois de comparaison sont exclus du calcul. Nous calculons le taux de rétention net annuel à l'aide de la moyenne pondérée du taux de rétention net mensuel sur les 12 derniers mois. Le taux de rétention net ne tient pas compte des clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid. Malgré l'incidence des difficultés et de l'incertitude liées au contexte macroéconomique, nous avons enregistré un taux de rétention net annuel d'environ 110 % pour l'exercice 2024, contre environ 110 % pour l'exercice 2023.

Mesures et ratios non conformes aux IFRS et rapprochements

L'information présentée dans le rapport de gestion inclut certaines mesures financières non conformes aux IFRS telles que le « BAIIA ajusté », le « résultat ajusté », les « flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation » et les « flux de trésorerie disponibles ajustés », ainsi que le ratio non conforme aux IFRS du « résultat ajusté par action – de base et dilué ». Ces mesures et ratios ne sont pas reconnus par les IFRS, n'ont pas un sens standardisé prescrit par les IFRS et ne sont probablement pas comparables à des mesures et à des ratios analogues présentés par d'autres entreprises. Ils s'ajoutent plutôt aux mesures et ratios conformes aux IFRS, et constituent un complément d'information utile à une compréhension plus approfondie de nos résultats d'exploitation, tels que les comprend notre direction. Par conséquent, il faudrait se garder de considérer ces mesures et ratios isolément ou comme un substitut à l'analyse de notre information financière conforme aux IFRS. Ces mesures et ratios non conformes aux IFRS constituent pour l'investisseur des mesures et ratios supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios conformes aux IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices. Notre direction se sert aussi des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour comparer le rendement de l'exploitation d'une période à l'autre, préparer les budgets d'exploitation et les prévisions, et déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté est défini comme la perte nette après intérêts, impôt et amortissement, ou comme le BAIIA, après ajustement tenant compte de la charge de rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges et de la dépréciation du goodwill. Nous sommes d'avis que le BAIIA ajusté constitue une mesure supplémentaire utile du rendement d'exploitation de la Société, car il permet d'illustrer les tendances sous-jacentes de nos activités qui pourraient autrement être éclipsées par l'incidence des produits ou des charges qui ne sont pas représentatifs du rendement d'exploitation de base de nos activités. Le tableau ci-après présente un rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté des périodes indiquées.

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(32 540)	(74 468)	(163 964)	(1 070 009)
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent ¹⁾	8 112	15 967	73 785	123 667
Amortissement ²⁾	27 090	28 380	109 628	115 261
Perte (profit) de change ³⁾	501	297	882	(199)
Produit d'intérêts net ²⁾	(10 524)	(9 654)	(42 531)	(24 812)
Rémunération liée à des acquisitions ⁴⁾	—	5 746	3 105	41 792
Frais liés aux transactions ⁵⁾	1 766	2 323	2 208	5 834
Restructuration ⁶⁾	5 422	25 549	7 206	28 683
Dépréciation du goodwill ⁷⁾	—	—	—	748 712
Provisions pour litiges ⁸⁾	2 782	229	7 470	1 409
Charge (produit) d'impôt	1 782	1 283	3 476	(4 219)
BAIIA ajusté	4 391	(4 348)	1 265	(33 881)

¹⁾ Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions; les charges peuvent comprendre des estimations et sont donc susceptibles de changer. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, compte non tenu d'un montant de 1 995 \$ lié à l'accélération de la charge de rémunération à base d'actions classée comme une restructuration, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait respectivement à 10 415 \$ et à 72 918 \$ (charges de 15 685 \$ et de 123 530 \$ en mars 2023, compte non tenu d'un montant de 5 637 \$ lié à l'accélération de la charge de rémunération à base d'actions classée comme une restructuration), et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à un produit de 2 303 \$ et à une charge de 867 \$ (charges de 282 \$ et de 137 \$ en mars 2023). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 8 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information). Ces charges ne tiennent pas compte de la rémunération à base d'actions classée comme une restructuration, qui est incluse dans les charges de restructuration.

²⁾ Conformément à IFRS 16 *Contrats de location*, pour le trimestre clos le 31 mars 2024, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 2 418 \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 314 \$, et exclut des charges locatives de 1 844 \$ (2 025 \$, 278 \$ et 2 322 \$, respectivement, pour le trimestre clos le 31 mars 2023). Pour l'exercice 2024, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 7 946 \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 1 211 \$, et exclut des charges locatives de 7 814 \$ (8 244 \$, 1 075 \$ et 8 712 \$, respectivement, pour l'exercice 2023).

³⁾ Ces profits et pertes hors trésorerie sont liés à la conversion de devises.

⁴⁾ Ces coûts représentent une portion de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

⁵⁾ Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs et les frais de vente et de commercialisation.

⁶⁾ Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les frais associés à la réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration (se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).

⁷⁾ Ce montant représente une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie pour l'exercice 2023 (se reporter à la note 16 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).

⁸⁾ Ces montants représentent les provisions constituées, les montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs (se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).

Résultat ajusté et résultat ajusté par action – De base et dilué

Le résultat ajusté est défini comme la perte nette compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions conclues, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges, de la charge (du produit) d'impôt différé et de la dépréciation du goodwill. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de certaines autres charges hors trésorerie ou non liées aux activités d'exploitation fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement d'exploitation, puisqu'elle permet une comparaison plus précise d'une période à l'autre. Le résultat ajusté par action – de base et dilué est défini comme le résultat ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et dilué). Nous utilisons le résultat ajusté par action – de base et dilué dans le but de fournir une mesure supplémentaire utile du rendement de nos activités, par action (de base et diluée). Le tableau ci-après présente un rapprochement de la perte nette et du résultat ajusté des périodes indiquées.

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(32 540)	(74 468)	(163 964)	(1 070 009)
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent ¹⁾	8 112	15 967	73 785	123 667
Amortissement des immobilisations incorporelles	22 882	24 620	95 048	101 546
Rémunération liée à des acquisitions ²⁾	—	5 746	3 105	41 792
Frais liés aux transactions ³⁾	1 766	2 323	2 208	5 834
Restructuration ⁴⁾	5 422	25 549	7 206	28 683
Dépréciation du goodwill ⁵⁾	—	—	—	748 712
Provisions pour litiges ⁶⁾	2 782	229	7 470	1 409
Charge (produit) d'impôt différé	102	(368)	(323)	(6 688)
Résultat ajusté	8 526	(402)	24 535	(25 054)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – de base et dilué⁷⁾	154 863 581	151 774 467	153 765 412	150 404 130
Perte nette par action – de base et diluée	(0,21)	(0,49)	(1,07)	(7,11)
Résultat ajusté par action – de base et dilué	0,06	(0,00)	0,16	(0,17)

¹⁾ Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions; les charges peuvent comprendre des estimations et sont donc susceptibles de changer. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, compte non tenu d'un montant de 1 995 \$ lié à l'accélération de la charge de rémunération à base d'actions classée comme une restructuration, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait respectivement à 10 415 \$ et à 72 918 \$ (charges de 15 685 \$ et de 123 530 \$ en mars 2023, compte non tenu d'un montant de 5 637 \$ lié à l'accélération de la charge de rémunération à base d'actions classée comme une restructuration), et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à un produit de 2 303 \$ et à une charge de 867 \$ (charges de 282 \$ et de 137 \$ en mars 2023). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 8 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information). Ces charges ne tiennent pas compte de la rémunération à base d'actions classée comme une restructuration, qui est incluse dans les charges de restructuration.

²⁾ Ces coûts représentent une portion de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

³⁾ Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs et les frais de vente et de commercialisation.

⁴⁾ Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les frais associés à la réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration (se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).

⁵⁾ Ce montant représente une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie pour l'exercice 2023 (se reporter à la note 16 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).

⁶⁾ Ces montants représentent les provisions constituées, les montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs (se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).

- ⁷⁾ Pour les périodes au cours desquelles nous avons présenté une perte ajustée, par suite des pertes ajustées engagées, toutes les actions potentiellement dilutives ont été exclues du calcul de la perte ajustée par action diluée, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif. La perte ajustée par action diluée correspond à la perte ajustée par action – de base pour les périodes au cours desquelles nous avons engagé une perte ajustée. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, puisque l'inclusion des actions potentiellement dilutives dans le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base et dilué n'aurait pas eu d'incidence sur le résultat ajusté par action de base et dilué, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base et dilué n'a pas été ajusté pour tenir compte des actions potentiellement dilutives.

Flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation sont définis comme les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation, après ajustement tenant compte du paiement des charges sociales se rapportant à la rémunération à base d'actions, du paiement des charges de rémunération liées aux acquisitions réalisées, du paiement des frais liés aux transactions, du paiement des frais de restructuration, du paiement des montants liés aux provisions pour litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, et du paiement des montants liés aux frais de développement interne inscrits à l'actif. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'inclusion ou l'exclusion de certaines sorties et entrées de trésorerie fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement, puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu de la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie. Se reporter à la rubrique « Trésorerie et sources de financement » pour plus d'information sur les flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation. Le tableau ci-après présente un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation des périodes indiquées.

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
(en milliers de dollars américains)	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(28 536)	(41 587)	(97 667)	(125 284)
Charges sociales se rapportant à la rémunération à base d'actions ¹⁾	1 402	820	2 035	1 705
Rémunération liée à des acquisitions ²⁾	—	2 547	625	8 590
Frais liés aux transactions ³⁾	(180)	(2 621)	697	1 888
Restructuration ⁴⁾	1 438	15 230	3 726	17 722
Provisions pour litiges ⁵⁾	7 288	209	7 381	3 306
Frais de développement interne inscrits à l'actif ⁶⁾	(2 958)	(1 519)	(10 678)	(3 894)
Flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation	(21 546)	(26 921)	(93 881)	(95 967)

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation comprennent une augmentation respective de la trésorerie affectée aux avances de fonds aux commerçants de 5,3 M\$ et de 30,0 M\$ par rapport au trimestre et à l'exercice clos le 31 mars 2023.

- ¹⁾ Ces montants représentent les entrées et sorties de trésorerie associées aux charges sociales liées aux options sur actions et autres attributions émises à nos employés et administrateurs dans le cadre de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres.
- ²⁾ Ces montants représentent les sorties de trésorerie associées à une portion de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui se rattache aux obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés de ces entreprises acquises, ou à l'atteinte de certains critères de performance.
- ³⁾ Ces montants représentent les sorties et entrées de trésorerie attribuables à des écarts temporaires liés aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés.
- ⁴⁾ Ces montants représentent les sorties de trésorerie associées à la réorganisation comptabilisées à titre de frais de restructuration, certaines fonctions et la structure de gestion connexe ayant été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle (se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).
- ⁵⁾ Ces montants représentent les entrées et sorties de trésorerie au titre des provisions constituées, des montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation (se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).
- ⁶⁾ Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif, dont la majeure partie est liée au développement de Lightspeed B2B. Ces montants sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés des flux de trésorerie annuels audités. Si ces coûts n'étaient pas inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles, ils feraient partie de nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Flux de trésorerie disponibles ajustés

Les flux de trésorerie disponibles ajustés sont définis comme les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation, après ajustement tenant compte du paiement des montants liés aux frais de développement interne inscrits à l'actif, de paiements au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi que des entrées et sorties de trésorerie liées aux avances de fonds aux commerçants. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'inclusion ou l'exclusion de certaines entrées et sorties de trésorerie fournit une mesure supplémentaire utile, puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu de la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie. Contrairement aux flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation que nous avons présentés jusqu'au trimestre et à l'exercice clos le 31 mars 2024, inclusivement, les flux de trésorerie disponibles ajustés tiennent compte de paiements au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et des entrées et sorties de trésorerie liées aux avances de fonds aux commerçants, et excluent le paiement des charges sociales se rapportant à la rémunération à base d'actions, la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, le paiement des frais liés aux transactions, le paiement des frais de restructuration et le paiement des montants au titre des provisions constituées à l'égard de litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Après l'exercice 2024, nous ne présenterons plus les flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation. Nous sommes d'avis que les flux de trésorerie disponibles ajustés fournissent à nos parties prenantes une mesure supplémentaire plus utile pour évaluer notre capacité à générer nos flux de trésorerie que les flux de trésorerie ajustés liés aux activités d'exploitation. Le tableau ci-après présente un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles ajustés des périodes indiquées.

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
(en milliers de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(28 536)	(41 587)	(97 667)	(125 284)
Frais de développement interne inscrits à l'actif ¹⁾	(2 958)	(1 519)	(10 678)	(3 894)
Entrées d'immobilisations corporelles ²⁾	(3 315)	(2 016)	(7 506)	(9 227)
Avances de fonds aux commerçants, montant net ³⁾	18 493	13 233	51 346	21 336
Flux de trésorerie disponibles ajustés	(16 316)	(31 889)	(64 505)	(117 069)

¹⁾ Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif, dont la majeure partie est liée au développement de Lightspeed B2B. Ces montants sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés des flux de trésorerie annuels audités. Si ces coûts n'étaient pas inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles, ils feraient partie de nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

²⁾ Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles. Ces montants sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés des flux de trésorerie annuels audités.

³⁾ Ces montants représentent les sorties de trésorerie, notamment le capital avancé, et les entrées de trésorerie, notamment les remboursements de capital et de frais en lien avec les avances de fonds aux commerçants.

Perspectives

Une analyse des attentes de la direction quant aux perspectives de la Société pour le trimestre se terminant respectivement le 30 juin 2024 et le 31 mars 2025 est présentée dans le communiqué de presse de la Société daté du 16 mai 2024, sous la rubrique « Perspectives financières ». Le communiqué de presse est disponible sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov. L'information contenue dans ce communiqué de presse ou autrement accessible par l'entremise de celui-ci n'est pas réputée faire partie du présent rapport de gestion, et ce communiqué de presse et cette information ne sont pas intégrés par renvoi aux présentes.

Résumé des facteurs influant sur notre rendement

La croissance et le succès futur de notre entreprise sont tributaires de nombreux facteurs, et plus particulièrement de ceux qui sont énumérés ci-après. Si ces facteurs présentent des occasions intéressantes pour notre entreprise, ils n'en posent pas moins des défis importants, dont certains sont décrits ci-après et dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, ainsi que dans les autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Adoption de notre plateforme par le marché

Nous avons l'intention de continuer à pousser l'adoption de notre plateforme de commerce de pointe en adaptant nos solutions aux besoins des clients actuels et futurs, quelles que soient leur envergure ou nature, en mettant l'accent sur les clients affichant un VTB élevé et ayant des besoins complexes. Nous sommes d'avis qu'il existe un potentiel important d'accroissement de la pénétration de notre marché global susceptible d'être intéressé par nos solutions et d'attraction de nouveaux clients, et ce potentiel est encore plus élevé avec le besoin urgent des PME d'abandonner les anciens systèmes sur site à la faveur de solutions d'infonuagique omnicanales. Nous devrions pouvoir réaliser ce potentiel en développant davantage nos produits et services, en nous intégrant en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement dans les marchés verticaux et en continuant d'investir dans des stratégies de commercialisation destinées à attirer de nouveaux clients pour notre plateforme, tant dans nos secteurs géographiques existants que sur de nouveaux marchés internationaux. Nous projetons également d'évaluer soigneusement les occasions de proposer nos solutions à des entreprises œuvrant dans des marchés verticaux que nous ne servons pas à l'heure actuelle. Nous prévoyons continuer d'investir dans notre plateforme afin de pousser l'adoption par le marché et, à mesure que se feront ces investissements, nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pourraient fluctuer et notre rentabilité pourrait être touchée. Notre marché est vaste, évolutif, très fragmenté, concurrentiel et facilement accessible dans de nombreux pays où nous exerçons nos activités. Nos concurrents vont des grands fournisseurs bien établis aux plus petits qui en sont à leurs débuts. La concurrence s'est intensifiée dans notre secteur et nous nous attendons à ce qu'elle s'intensifie encore davantage dans l'avenir, notamment en raison de la consolidation du secteur et du fait que les grands fournisseurs bien établis offrent de plus en plus de services à des clients aux besoins de plus en plus complexes et se concentrent sur l'expérience de magasinage et le service en personne. Nous nous concentrons sur la vente de nos produits phares à l'échelle mondiale, car nous estimons que l'offre de deux produits principaux réduit la complexité, contribue à améliorer notre entrée en force sur le marché et aide à réaliser une performance solide.

Adoption de nos solutions de paiement par les clients

Nous sommes d'avis que nos solutions de paiement deviendront une partie de plus en plus importante de nos activités à mesure qu'elles seront offertes à plus grande échelle au sein de notre clientèle. Nos solutions de paiement sont conçues pour être transparentes et conviviales, et nous les offrons à des tarifs concurrentiels. Nous continuons d'observer une adoption accélérée de nos solutions de traitement des paiements, qui sont les principaux moteurs de croissance des produits des activités ordinaires de la Société. Étant donné que nos produits des activités ordinaires proviendront de plus en plus de nos solutions de paiement, nous prévoyons qu'avec le temps, nos marges brutes baisseront, et ce, malgré l'augmentation possible du total de nos produits des activités ordinaires, car la marge brute liée à notre flux de produits tirés du traitement des transactions est inférieure à celle liée à notre flux de produits tirés des abonnements. Nous avons commencé à vendre nos solutions de point de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme intégrée au début de l'exercice 2024 et avons gagné des parts dans le marché des solutions de paiement. Nous pensons que les solutions de paiement intégrées offrent la meilleure expérience aux clients en améliorant la cohérence et la fiabilité, tout en rationalisant le soutien et la facturation, et en augmentant les possibilités de profiter des fonctionnalités innovantes des produits. Nous aidons nos clients en leur offrant gratuitement du matériel informatique et des services d'implantation, en les aidant à racheter des contrats et en leur offrant des tarifs concurrentiels. Par suite de cette initiative, nos clients nouveaux et existants admissibles sont désormais tenus d'adopter nos solutions de paiement. Nous sommes d'avis que le traitement de VTB supplémentaires pour les clients nouveaux et existants au moyen de nos solutions de paiement a un effet favorable sur nos stratégies de croissance et nous permet de simplifier nos propres activités. En outre, cette initiative contribue à réduire les coûts liés au soutien de divers tiers fournisseurs de services de traitement de paiement. Nous sommes limités dans notre capacité à faire passer certains clients à notre solution de paiement intégrée en raison des modalités des partenariats que nous avons conclus avec des tiers fournisseurs de services de traitement de paiement. De plus, nos tiers partenaires ont par le passé prétendu que nous avons

conclu des accords irréguliers avec certains clients ou que nous avons autrement manqué à nos obligations contractuelles envers eux, et pourraient le prétendre à nouveau. De telles allégations pourraient nuire à notre réputation et à notre marque et nous exposer davantage à un risque de litige ou à d'autres obligations, ce qui est coûteux et chronophage et peut détourner l'attention de la direction et nuire à notre capacité à vendre nos solutions de point de vente et de paiement sur une plateforme intégrée.

Ventes complémentaires et ventes de gammes supérieures à nos clients existants

Nos clients existants constituent des cibles de choix pour notre stratégie de « conquête graduelle » de ventes complémentaires et de ventes de gammes supérieures moyennant des frais de vente et de commercialisation supplémentaires considérablement moindres. Bon nombre de nos clients commencent par utiliser notre plateforme pour un besoin précis. Une fois qu'ils auront constaté les avantages et les nombreuses fonctionnalités de notre plateforme, ils seront conquis et se tourneront graduellement vers nos autres services tels que Lightspeed Advanced Insights et Lightspeed Capital. Nous projetons de poursuivre nos investissements dans le développement de produits, la vente et la commercialisation, l'ajout de solutions à notre plateforme et l'augmentation de l'utilisation de nos solutions et de la sensibilisation à celles-ci. Ces investissements comprennent l'intégration de la plateforme Lightspeed B2B afin de permettre les commandes de stocks directement à partir des points de vente du commerçant, et de transmettre aux différentes marques les données sur les consommateurs et les tendances afin qu'elles optimisent le processus de fabrication et de distribution. Nous prévoyons également investir dans des solutions et des pratiques novatrices et les mettre en œuvre, notamment des outils d'intelligence artificielle dans le cycle de développement de nos logiciels et dans nos capacités de soutien à la clientèle. La croissance de nos produits et notre capacité à atteindre la rentabilité et à la maintenir reposent sur notre capacité à conserver les relations clients existantes et à continuer d'étendre l'utilisation de la gamme complète de nos solutions chez nos clients.

Utilisation de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage machine dans nos solutions et nos activités

Nos partenaires et nous-mêmes avons parfois intégré des solutions d'intelligence artificielle, ou IA, dans nos activités et notre exploitation, et continuerons de le faire. Comme c'est le cas pour nombre d'innovations, l'IA présente des risques et des difficultés qui pourraient nuire à son développement, à son adoption et à son utilisation et, par conséquent, à nos activités. Si le contenu, les recommandations ou les analyses que les applications d'IA aident à produire sont ou sont présumés être déficients ou inexacts, nous pourrions être exposés à des risques liés à la concurrence, à d'éventuelles obligations financières ou juridiques et à une atteinte à notre réputation. L'utilisation d'applications d'IA peut également donner lieu à des incidents liés à la cybersécurité ou à la protection des renseignements personnels. Tout incident lié à notre utilisation d'applications d'IA pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités. En outre, l'IA peut engendrer de nouveaux enjeux éthiques. Si notre utilisation de l'IA devenait controversée, nous pourrions subir une atteinte à notre réputation ou d'autres obligations. De plus, compte tenu de l'entrée en jeu de l'IA, les facteurs qui pourraient avoir une incidence sur cette technologie, comme la réglementation gouvernementale et la demande du marché, sont empreints d'incertitude et nos efforts pour mettre au point des produits pourraient ne pas donner les résultats escomptés.

Nos concurrents ou d'autres tiers peuvent également intégrer l'IA dans leurs produits et leurs activités. S'ils adoptaient l'IA plus rapidement ou mieux que nous, notre capacité à livrer efficacement concurrence pourrait être compromise, ce qui pourrait nuire à nos activités et à nos résultats d'exploitation.

Conditions économiques et tendances qui en découlent en matière de dépenses de consommation

Notre rendement est tributaire de la conjoncture économique mondiale et d'événements à l'échelle internationale, y compris des risques politiques, économiques, sociaux et environnementaux qui peuvent avoir une incidence sur nos activités ou sur celles de nos clients. Ces conditions et événements peuvent avoir une incidence défavorable sur la confiance des consommateurs, les dépenses de consommation, le revenu discrétionnaire des consommateurs ou les changements dans leurs habitudes d'achat. La détérioration de la conjoncture économique, y compris toute hausse des taux de chômage, l'inflation et la montée des taux d'intérêt, a eu par le passé, et peut encore avoir, une incidence défavorable sur les dépenses de consommation, les niveaux d'endettement des consommateurs et l'utilisation des cartes de paiement, ce qui a nui, et pourrait encore nuire, à notre rendement financier en réduisant le nombre d'opérations effectuées au moyen de nos solutions de paiement ou le montant moyen des achats effectués. La dégradation de la conjoncture économique pourrait également amener les institutions financières à limiter les marges de crédit des titulaires de cartes ou à limiter l'émission de nouvelles cartes afin de diminuer les préoccupations relatives au crédit des titulaires de cartes, ce qui pourrait aussi réduire le nombre d'opérations traitées au moyen de nos solutions de paiement ou le montant moyen de ces achats. Bon nombre des clients qui

utilisent notre plateforme sont des PME ou en sont également au stade de démarrage de leurs activités. Les PME peuvent être lourdement touchées par la conjoncture économique ou les ralentissements économiques susmentionnés, surtout si elles vendent des biens discrétionnaires. Les PME peuvent également être touchées de façon disproportionnée par d'autres facteurs économiques, tels que les pénuries de main-d'œuvre et les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement mondiale. Les PME ont souvent des budgets limités et peuvent décider d'affecter leurs dépenses à des éléments autres que notre plateforme, surtout en période d'incertitude économique ou de récession. Les incertitudes économiques et géopolitiques, y compris la guerre entre Israël et le Hamas et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, pourraient amplifier davantage ces risques.

Les ralentissements économiques nuisent et peuvent encore nuire aux ventes des secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie, ce qui pourrait entraîner une diminution des volumes de paiements que nous traitons et mener des clients qui utilisent notre plateforme à fermer définitivement leurs portes ou à cesser d'utiliser nos services afin de conserver des liquidités. De plus, nos clients qui exploitent des restaurants ou qui sont présents dans certains marchés verticaux de détail exercent leurs activités dans des secteurs extrêmement concurrentiels et soumis à une exposition accrue aux conditions économiques affectant les dépenses discrétionnaires des consommateurs, ce qui donne lieu à un risque global et à un taux de défaillance généralement plus élevés que pour les autres entreprises en général.

L'affaiblissement des conditions économiques peut également nuire aux tiers, y compris aux fournisseurs et aux partenaires, avec lesquels nous avons établi des relations et dont nous dépendons pour exploiter et développer notre entreprise. La conjoncture économique incertaine et défavorable peut également entraîner une augmentation des radiations de nos créances clients, ainsi que des remboursements et des rétrofacturations ou des pertes éventuelles en lien avec notre programme d'avances de fonds aux commerçants, ce qui peut avoir un effet négatif sur nos activités.

Agrandir notre équipe de vente et de commercialisation

Notre capacité à faire croître de façon marquée nos produits des activités ordinaires dépendra largement de l'efficacité de nos efforts de vente et de commercialisation, à l'échelle nationale et mondiale. La vente et la commercialisation sont effectuées pour une grande part par une équipe interne dont le dynamisme est à la base de notre succès. Nous avons investi dans notre force de vente et continuerons d'y investir massivement, et prévoyons, par conséquent, que nos effectifs de vente continueront de grandir grâce à ces investissements. En complément à cette stratégie, nous investissons dans la génération de clients potentiels dirigée par des tiers externes, en particulier sur nos marchés américains et les commerçants et restaurateurs affichant un VTB annuel élevé et ayant des besoins complexes. Dans certains cas, nous avons complété cette approche avec des équipes de vente sur le terrain.

Rétention et engagement du personnel qualifié

Notre succès futur dépend, en partie, de notre capacité à continuer d'attirer et de maintenir en poste du personnel hautement qualifié. Notre capacité à dénicher, à embaucher, à former, à obtenir l'engagement et à maintenir en poste du personnel qualifié aura une incidence directe sur notre capacité à maintenir et à faire croître nos activités, et les efforts déployés en ce sens exigeront du temps, des dépenses et de l'attention considérables. Notre capacité à continuer d'attirer et de maintenir en poste du personnel hautement qualifié, en particulier des employés possédant des compétences techniques et d'ingénierie, des employés comptant une vaste expérience dans la conception et le développement de logiciels et de services liés à Internet, et des employés possédant des compétences dans les technologies émergentes comme l'intelligence artificielle, sera essentielle à notre succès futur, et la demande pour ce type de talents est élevée, tout comme la concurrence. Nous dépendons également dans une large mesure de nos effectifs de vente directe pour attirer de nouveaux clients et accroître les ventes auprès des clients existants. La concurrence est vive pour le personnel de vente possédant les compétences et les connaissances techniques dont nous avons besoin. Notre capacité à réaliser une croissance des produits des activités ordinaires dépendra, en grande partie, de notre capacité à recruter, à former et à fidéliser un nombre suffisant de représentants pour soutenir notre croissance. Bien que nous ayons émis par le passé des options, des unités d'actions restreintes et d'autres attributions de titres de capitaux propres comme éléments clés de notre rémunération globale et de nos efforts visant à attirer et à fidéliser des employés, et que nous ayons l'intention de continuer à en émettre, nous sommes tenus aux termes des IFRS de comptabiliser une charge de rémunération à base d'actions dans nos résultats d'exploitation au titre de la rémunération à base d'actions des employés aux termes de nos programmes d'attributions de titres de capitaux propres, ce qui pourrait accroître la pression pour limiter la rémunération à base d'actions. Se reporter au facteur de risque « Si nous ne réussissons pas à embaucher, à garder et à motiver un personnel compétent, notre entreprise en souffrira » dans notre notice annuelle pour un complément d'information.

Ventes à l'échelle mondiale

La demande mondiale de notre plateforme continuera de s'accroître, car les PME sont à la recherche de solutions de bout en bout avec des capacités omnicanales qui leur permettront de prospérer et de réussir dans un environnement opérationnel de plus en plus complexe. Nous estimons donc que nos possibilités de croissance à l'échelle mondiale sont importantes. En prévision de cette demande éventuelle, nous avons investi et prévoyons continuer d'investir avec opportunisme dans le personnel et la commercialisation, et faire des acquisitions stratégiques pour soutenir notre croissance mondiale. Pour chaque nouveau pays où nous prenons de l'expansion ou cherchons à en prendre, nous nous concentrons sur la compréhension des besoins du marché local et investissons pour établir des relations et développer nos produits, tout en acquérant une compréhension des cadres réglementaires et de conformité locaux applicables, et en nous y conformant.

Caractère saisonnier

Nous sommes d'avis que les produits tirés du traitement des transactions constitueront encore une proportion croissante de la composition totale de nos produits en raison de l'adoption continue par nos clients de nos solutions de paiement. Nous nous attendons à ce que nos résultats trimestriels reflètent de plus en plus un caractère saisonnier. Nous nous attendons à ce que, de manière générale, nos produits des activités ordinaires continuent d'afficher une corrélation accrue avec notre VTSPB.

Monnaies étrangères

Les fluctuations des taux de change peuvent avoir une incidence négative sur nos résultats d'exploitation. Notre monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle est le dollar américain. Même si la majorité de nos produits des activités ordinaires et de nos charges est libellée en dollars américains, une partie de nos produits des activités ordinaires et de nos charges est aussi libellée dans des monnaies étrangères. Par conséquent, les fluctuations des taux de change ont eu et peuvent continuer d'avoir un effet négatif sur nos produits des activités ordinaires, car les abonnements à notre logiciel sont généralement facturés dans la monnaie locale du pays où se trouve le client, et le VTB et le VTSPB sous-jacents (dont nous dégageons les produits tirés du traitement des transactions) devraient également être libellés dans la monnaie locale. Si une part importante de nos produits des activités ordinaires était libellée dans une monnaie étrangère, tout raffermissement du dollar américain entraînerait un recul de nos produits des activités ordinaires une fois nos produits des activités ordinaires convertis en dollars américains. Notre siège social et une partie importante de nos employés sont situés au Canada, avec d'autres effectifs aux États-Unis, en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande. En plus du dollar américain, une partie importante de nos charges est libellée en dollars canadiens et en euros, et une partie moindre, en d'autres monnaies. Par conséquent, nos charges pourraient subir les contrecoups d'une dépréciation du dollar américain par rapport à ces monnaies, principalement le dollar canadien et l'euro.

Nous avons un programme de couverture pour atténuer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les flux de trésorerie et les charges futurs au moyen de contrats de change à terme que nous avons désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Notre programme de couverture n'atténue pas l'incidence des fluctuations des taux de change sur nos produits des activités ordinaires. Nous n'avons pas conclu de contrats de change à terme à l'égard de toutes les monnaies dans lesquelles nous exerçons actuellement nos activités, mais nous pouvons, à l'occasion, conclure d'autres contrats de change à terme à l'égard d'autres monnaies étrangères. La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où la valeur de la monnaie étrangère applicable fluctue par rapport au dollar américain, l'utilisation de couvertures pourrait entraîner des pertes plus importantes que si aucune couverture n'avait été utilisée. Rien ne garantit que nos stratégies de couverture, le cas échéant, seront efficaces ou que nous serons en mesure de conclure des contrats de change à terme à des conditions satisfaisantes. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, qui peut être consultée sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov, pour obtenir une analyse des fluctuations des taux de change.

Poursuite des acquisitions stratégiques

En complément à nos stratégies de croissance interne, nous avons par le passé adopté une approche basée sur des acquisitions ciblées et opportunes, avons identifié des acquisitions qui nous permettraient d'accélérer le développement de notre produit, et avons accru notre pénétration du marché, développé des marchés verticaux et créé de la valeur pour nos actionnaires. Depuis la création de la Société, nous avons développé une expertise importante en vente et en

commercialisation, et nous la mettons à profit pour faciliter notre croissance continue à l'échelle mondiale, tant sur le plan de la croissance interne que sur celui de l'intégration des entreprises acquises.

Compte tenu de notre expérience et de notre envergure, nous sommes d'avis que nous sommes bien positionnés pour poursuivre notre croissance interne à l'échelle mondiale et nos acquisitions stratégiques. Toutefois, ces acquisitions et ces investissements pourraient détourner l'attention de la direction et entraîner des difficultés opérationnelles en l'absence d'une réalisation et d'une intégration adéquates et en temps opportun, ou autrement perturber notre fonctionnement ou avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière, que ces acquisitions et ces investissements soient ou non réalisés.

Dépréciation du goodwill

Au cours de l'exercice 2023, nous avons comptabilisé une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie et pourrions comptabiliser d'autres charges de dépréciation, ce qui aurait une incidence négative sur nos résultats d'exploitation. Nous comptabilisons la dépréciation du goodwill conformément à IAS 36 *Dépréciation d'actifs*, qui exige notamment que le goodwill soit soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2022, les conditions macroéconomiques ont changé, et le cours de notre action et notre capitalisation boursière ont diminué. Ces facteurs ont entraîné un excédent de la valeur comptable de notre actif net sur notre capitalisation boursière au 31 décembre 2022, ce qui a mené à la réalisation d'un test de dépréciation du goodwill de la Société pour notre secteur opérationnel (le « secteur »), à savoir le niveau auquel la direction effectue un suivi du goodwill. Le moment de ce test correspond également à celui de notre test de dépréciation annuel du goodwill. Notre test de dépréciation, en date du 31 décembre 2022, a entraîné une charge de dépréciation hors trésorerie liée au goodwill de 748,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2022, le multiple de la valeur finale ayant été touché négativement par les conditions macroéconomiques et la diminution du cours de notre action, et notre taux de croissance des produits a subi les effets négatifs de l'incidence macroéconomique sur les ventes de nos clients. Si à l'avenir la valeur comptable du secteur était inférieure à sa valeur recouvrable, nous pourrions devoir comptabiliser une autre charge de dépréciation du goodwill dans nos résultats d'exploitation au cours de périodes futures, ce qui pourrait nuire à notre capacité à atteindre la rentabilité. Le goodwill est plus sensible au risque de dépréciation si les résultats d'exploitation ou la conjoncture économique se détériorent. Le test de dépréciation que nous avons réalisé le 31 décembre 2023 n'a entraîné aucune charge de dépréciation hors trésorerie. La valeur comptable de l'actif net de la Société était supérieure à sa capitalisation boursière au 31 mars 2024, ce qui a mené à la réalisation d'un test de dépréciation pour le secteur, à savoir le niveau auquel la direction effectue un suivi du goodwill. Nous avons réévalué au 31 mars 2024 les hypothèses clés utilisées dans le test du 31 décembre 2023 et aucun changement entraînant une charge de dépréciation du goodwill n'a été relevé. Nous sommes tenus d'effectuer notre prochain test de dépréciation du goodwill le 31 décembre 2024, ou plus tôt si un événement déclencheur de dépréciation du goodwill survient avant cette date. Pour un complément d'information, se reporter à la note 16 de nos états financiers consolidés annuels audités.

Principaux éléments du résultat d'exploitation

Produits

Produits tirés des abonnements

Nous tirons des produits des abonnements essentiellement de la vente d'abonnements à nos solutions logicielles. Nous offrons des plans tarifaires conçus pour répondre aux besoins de nos clients actuels et futurs qui permettent à nos solutions de s'adapter aux clients tout au long de leur croissance. Nos plans d'abonnement sont assortis d'une durée de un mois, de un an ou de plusieurs années. Les plans d'abonnement à nos solutions infonuagiques comprennent les services d'entretien et de soutien. Les clients achètent des plans d'abonnement directement auprès de nous ou par l'intermédiaire de nos partenaires de distribution. Outre les abonnements de base susmentionnés, les clients peuvent acheter des services supplémentaires comme les services de livraison, d'analyse poussée, de comptabilité et de gestion des stocks. De plus, nous tirons des produits des ententes de partage de produits conclues avec nos partenaires.

Produits tirés du traitement des transactions

Nous tirons des produits du traitement des transactions en fournissant à nos clients la fonctionnalité permettant d'accepter les paiements des consommateurs. Ces produits se présentent sous la forme de frais de transaction, et représentent

un pourcentage du VTB traité grâce aux solutions que nous offrons. Nos produits tirés du traitement des transactions proviennent de nos solutions de paiement et de nos ententes de partage de produits conclues avec nos partenaires de paiement intégré. Les ententes de partage de produits sont majoritairement antérieures à la disponibilité de Lightspeed Payments et résultent également de flux de revenus hérités de certaines de nos acquisitions. Puisque nous n'agissons pas en tant que partie principale dans le cadre de ces ententes, nous comptabilisons les produits tirés de ces flux au montant net que nous conservons conformément aux IFRS. Cela signifie également que nous touchons en général un produit moindre que ce que nous obtiendrions si les paiements étaient traités au moyen de nos propres solutions de paiement, puisque nous avons un contrôle moindre sur la relation client sous-jacente. Nous avons également été en mesure, à de nombreuses occasions, de mettre à profit notre envergure accrue pour renégocier nos ententes avec nos partenaires de paiement et ainsi obtenir de meilleurs résultats de paiement dans l'ensemble. Nous tirons également des produits de Lightspeed Capital, un programme d'avances de fonds aux commerçants dans le cadre duquel nous achetons un montant désigné de créances futures à escompte, et le client nous remet un pourcentage fixe de ses ventes quotidiennes jusqu'à ce que le solde ait été entièrement remis.

Nos solutions de paiement permettent à nos clients d'accepter des paiements électroniques en magasin au moyen de terminaux connectés et de services en ligne. L'offre d'une fonctionnalité de paiement intégrée est hautement complémentaire à la plateforme que nous offrons à nos clients aujourd'hui et nous permettra de monétiser une plus grande part des 90,7 G\$ du VTB traité au cours de l'exercice 2024.

Produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Ces produits sont généralement des produits non récurrents liés à la vente de matériel informatique auquel nos solutions sont intégrées et à la vente de services professionnels soutenant l'installation et la mise en place de nos solutions. Nous tirons des produits de la vente de matériel périphérique de point de vente comme les tablettes, les terminaux à accès direct pour les clients, les imprimantes de reçus, le matériel de mise en réseau, les tiroirs-caisses, les terminaux de paiement, les serveurs, les supports, les lecteurs de codes à barres et un assortiment d'accessoires.

Même si nos solutions logicielles sont destinées à devenir des solutions clés en main qui peuvent être utilisées par le client dès leur livraison, nous fournissons des services professionnels aux clients dans certaines circonstances sous la forme d'installations et d'implantations sur place. Ces services d'implantation sont généralement fournis par notre équipe d'intégration interne ou un réseau de partenaires. De plus, nous percevons à l'occasion des frais non récurrents pour des travaux d'intégration réalisés dans le cadre de certains partenariats stratégiques.

Coût direct des produits

Coût des produits tirés des abonnements

Le coût des produits tirés des abonnements se compose principalement des salaires et autres frais liés au personnel pour un sous-groupe de l'équipe de soutien, des coûts liés à l'infrastructure d'hébergement pour nos services et de certains coûts indirects imputés au siège social. Les principales charges comprennent les coûts de notre service de soutien, y compris le total des salaires et avantages sociaux, la rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, les coûts liés à la capacité du centre de données, les honoraires professionnels et les coûts directs payés à des tiers, notamment ceux liés à notre soutien à la clientèle et aux redevances, et les montants payés à des tiers fournisseurs de services infonuagiques.

Coût des produits tirés du traitement des transactions

Le coût des produits tirés du traitement des transactions se compose principalement des coûts directs engagés lorsque les transactions sont traitées avec nos solutions de paiement, des coûts directs liés à notre programme d'avances de fonds aux commerçants, des salaires et autres frais liés au personnel pour un sous-groupe de l'équipe de soutien, qui comprennent la rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, et certains coûts indirects imputés au siège social. Les coûts directs comprennent les frais d'interchange et d'évaluation de réseau, les frais de traitement, ainsi que les frais de règlement bancaires des tiers fournisseurs de services de traitement de paiement et des institutions financières participant au règlement.

Coût des produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Le coût de ces produits comprend les coûts liés à nos solutions de matériel comme le coût d'acquisition des stocks de matériel informatique, notamment le prix d'achat du matériel, les charges liées aux tiers fournisseurs de services de traitement des commandes, les frais d'expédition et de manutention, et les rajustements de stocks, les charges liées aux coûts des services professionnels fournis aux clients, les salaires et autres frais liés au personnel, qui comprennent la rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, ainsi que les autres coûts indirects imputés au siège social.

Charges d'exploitation

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs se composent des salaires et autres frais liés au personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, en ce qui concerne les charges au titre des finances, de la comptabilité, des services juridiques, des services administratifs, des ressources humaines et des services financiers. Ils comprennent également des charges au titre des technologies de l'information, des systèmes d'information, de la sécurité de l'information et des données de l'entreprise sur les employés, qui sont partiellement imputées à la recherche et au développement, aux ventes et à la commercialisation, et au coût direct des produits. Les frais généraux et administratifs se composent également d'autres frais professionnels, des coûts liés à des transactions réalisées dans le cadre de nos acquisitions, des coûts relatifs aux litiges, des frais liés aux systèmes internes, de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, des variations de juste valeur se rapportant aux avances de fonds aux commerçants irrécouvrables, ainsi que d'autres charges liées au siège social. À titre de société cotée en bourse aux États-Unis, il est coûteux pour nous d'obtenir une assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants, et nous avons dû par le passé, et pourrions à nouveau devoir, gérer les compromis entre l'acceptation d'une couverture réduite ou l'engagement de coûts plus élevés pour élargir notre couverture. Nous nous attendons à ce que, à long terme, les frais généraux et administratifs diminuent en pourcentage du total des produits des activités ordinaires à mesure que nous focalisons sur les procédés, les systèmes et les contrôles afin que les fonctions de soutien interne soient proportionnelles à l'expansion de nos activités.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement se composent principalement des salaires et autres frais liés au personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, en ce qui concerne les fonctions liées aux produits, soit la gestion des produits, le développement des activités principales, les données, la conception et le développement des produits, ainsi que les coûts indirects imputés au siège social. Nous continuons de concentrer nos initiatives de recherche et développement sur l'ajout de nouvelles caractéristiques et solutions, outre l'expansion des fonctionnalités et le rehaussement de la convivialité de notre plateforme. Ces frais ont généré des crédits d'impôt en provenance principalement du Programme de la recherche scientifique et du développement expérimental (« RS&DE ») du gouvernement du Canada et du crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques du gouvernement du Québec, soit les « crédits d'impôt RS&DE » et le « crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques ». Même si les crédits d'impôt pour les affaires électroniques sont pour la plupart remboursables, une partie est non remboursable et reportée en avant pour réduire le passif d'impôt exigible au Québec. Pour leur part, les crédits d'impôt RS&DE ne sont pas remboursables et sont reportés en avant pour réduire le passif d'impôt exigible au palier fédéral. Étant donné les pertes récentes de la Société au Canada, les crédits d'impôt RS&DE et les crédits d'impôt pour le développement des affaires électroniques non remboursables n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers. Nous nous attendons à ce que les frais de recherche et développement baissent par rapport au total des produits à mesure que nous réaliserons des économies d'échelle supplémentaires grâce à notre expansion, ce qui ne saurait se produire dans l'immédiat, cependant, étant donné que nous nous employons encore à élargir notre groupe de technologie pour l'adapter à la croissance prévue. La Société comptabilise les frais de développement interne comme des immobilisations incorporelles uniquement lorsque certains critères sont remplis (se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).

Vente et commercialisation

Les frais de vente et de commercialisation se composent principalement des coûts de vente et de commercialisation, des salaires et autres frais liés au personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, pour l'expansion des ventes et des affaires et de la mise en marché. Les autres coûts de vente et de commercialisation comprennent les coûts d'acquisition de nouveaux clients, les frais de déplacement, ainsi que les coûts indirects imputés au siège social. Nous entendons poursuivre l'expansion des initiatives de vente et de commercialisation en vue d'attirer de nouveaux commerçants, de conserver les commerçants actuels et d'augmenter les produits tirés des clients nouveaux et actuels. Au fil du temps, nous nous attendons à ce que diminuent les frais de vente et de commercialisation exprimés en pourcentage du total des produits des activités ordinaires à mesure que nous réalisons des économies d'échelle grâce à notre expansion et que nos ventes de produits, y compris nos solutions de paiement, à notre clientèle existante augmentent.

Rémunération liée à des acquisitions

La charge de rémunération liée à des acquisitions représente la portion de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi ou de service continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance. Cette partie du prix d'achat est amortie sur la période de service pertinente pour ces membres du personnel clés.

Résultats d'exploitation

Le tableau ci-après présente nos états consolidés du résultat net pour les trimestres et les exercices clos les 31 mars 2024 et 2023 :

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Abonnements	81 348	76 215	322 000	298 763
Traitement des transactions	138 994	99 568	545 470	399 552
Matériel informatique et autres produits	9 874	8 445	41 800	32 191
Total des produits	230 216	184 228	909 270	730 506
Coût direct des produits				
Abonnements	18 508	19 036	77 585	80 064
Traitement des transactions	98 293	66 539	390 522	271 035
Matériel informatique et autres produits	13 715	11 692	55 913	47 446
Total du coût des produits	130 516	97 267	524 020	398 545
Marge brute	99 700	86 961	385 250	331 961
Charges d'exploitation				
Frais généraux et administratifs	22 540	22 139	103 742	105 939
Recherche et développement	27 625	30 805	129 416	140 442
Vente et commercialisation	57 804	56 884	234 290	250 371
Amortissement des immobilisations corporelles	1 790	1 735	6 634	5 471
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 418	2 025	7 946	8 244
Perte (profit) de change	501	297	882	(199)
Rémunération liée à des acquisitions	—	5 746	3 105	41 792
Amortissement des immobilisations incorporelles	22 882	24 620	95 048	101 546
Restructuration	5 422	25 549	7 206	28 683
Dépréciation du goodwill	—	—	—	748 712
Total des charges d'exploitation	140 982	169 800	588 269	1 431 001
Perte d'exploitation	(41 282)	(82 839)	(203 019)	(1 099 040)
Produit d'intérêts net	10 524	9 654	42 531	24 812
Perte avant impôt sur le résultat	(30 758)	(73 185)	(160 488)	(1 074 228)
Charge (produit) d'impôt				
Exigible	1 680	1 651	3 799	2 469
Différé	102	(368)	(323)	(6 688)
Total de la charge (du produit) d'impôt	1 782	1 283	3 476	(4 219)
Perte nette	(32 540)	(74 468)	(163 964)	(1 070 009)
Perte nette par action – de base et diluée	(0,21)	(0,49)	(1,07)	(7,11)

Le tableau ci-après présente la charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent, incluses dans les résultats d'exploitation pour les trimestres et les exercices clos les 31 mars 2024 et 2023 :

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
	\$	\$	\$	\$
Coût direct des produits	976	835	6 188	6 945
Frais généraux et administratifs	321	3 533	19 492	33 963
Recherche et développement	2 966	4 491	25 298	35 504
Vente et commercialisation	3 849	7 108	22 807	47 255
Restructuration	1 995	5 637	1 995	5 637
Total de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent¹⁾	10 107	21 604	75 780	129 304

¹⁾ Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, compte non tenu d'un montant de 1 995 \$ lié à l'accélération de la charge de rémunération à base d'actions classée comme une restructuration, la charge de rémunération à base d'actions s'est élevée respectivement à 10 415 \$ et à 72 918 \$ (charges de 15 685 \$ et de 123 530 \$ en mars 2023, compte non tenu d'un montant de 5 637 \$ lié à l'accélération de la charge de rémunération à base d'actions classée comme une restructuration), et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à un produit de 2 303 \$ et à une charge de 867 \$ (charges de 282 \$ et de 137 \$ en mars 2023).

La baisse de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024 s'explique principalement par une réduction du nombre d'options sur actions et d'attributions émises au cours des derniers trimestres, et de leur juste valeur, ainsi que par le nombre d'attributions déchuës au cours des derniers trimestres, notamment les attributions déchuës au cours du trimestre clos le 31 mars 2023 par suite de la restructuration. La baisse de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent pour le trimestre clos le 31 mars 2024 s'explique également par la déchéance d'attributions octroyées à certains hauts dirigeants au cours de la période.

Résultats d'exploitation pour les trimestres et les exercices clos les 31 mars 2024 et 2023

Produits

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Produits								
Abonnements	81 348	76 215	5 133	6,7	322 000	298 763	23 237	7,8
Traitement des transactions	138 994	99 568	39 426	39,6	545 470	399 552	145 918	36,5
Matériel informatique et autres produits	9 874	8 445	1 429	16,9	41 800	32 191	9 609	29,8
Total des produits	230 216	184 228	45 988	25,0	909 270	730 506	178 764	24,5
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires								
Abonnements	35,3 %	41,4 %			35,4 %	40,9 %		
Traitement des transactions	60,4 %	54,0 %			60,0 %	54,7 %		
Matériel informatique et autres produits	4,3 %	4,6 %			4,6 %	4,4 %		
Total	100 %	100 %			100 %	100 %		

Produits tirés des abonnements

Les produits tirés des abonnements ont augmenté de 5,1 M\$, ou 7 %, pour le trimestre clos le 31 mars 2024, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2023. L'augmentation est principalement attribuable à l'adoption de nos solutions phares.

Les produits tirés des abonnements ont augmenté de 23,2 M\$, ou 8 %, pour l'exercice 2024, comparativement à l'exercice 2023. L'augmentation est principalement attribuable à l'adoption de nos solutions phares.

Produits tirés du traitement des transactions

Les produits tirés du traitement des transactions ont augmenté de 39,4 M\$, ou 40 %, pour le trimestre clos le 31 mars 2024, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2023. La hausse est principalement attribuable à l'adoption soutenue de nos solutions de paiement, laquelle a été accélérée par notre initiative visant à proposer nos solutions de point de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme intégrée. Cette adoption croissante de nos solutions de paiement a entraîné une augmentation de 75 % du VTSPB sur 12 mois, qui est passé de 3,8 G\$ à 6,6 G\$.

Les produits tirés du traitement des transactions ont augmenté de 145,9 M\$, ou 37 %, pour l'exercice 2024, comparativement à l'exercice 2023. La hausse est principalement attribuable à l'adoption soutenue de nos solutions de paiement, laquelle a été accélérée par notre initiative visant à proposer nos solutions de point de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme intégrée. Cette adoption croissante de notre solution de paiement a entraîné une augmentation de 65 % du VTSPB sur 12 mois, qui est passé de 14,7 G\$ à 24,2 G\$.

Produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Les produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits ont augmenté de 1,4 M\$, ou 17 %, pour le trimestre clos le 31 mars 2024, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2023. La hausse est principalement attribuable à une augmentation du matériel informatique fourni aux clients adoptant notre logiciel et notre solution de paiement, compensée par les réductions de prix et des incitatifs supplémentaires consentis au cours du trimestre clos le 31 mars 2024.

Les produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits ont augmenté de 9,6 M\$, ou 30 %, pour l'exercice 2024, comparativement à l'exercice 2023. La hausse est principalement attribuable à une augmentation du matériel informatique fourni aux clients adoptant notre logiciel et notre solution de paiement, compensée par les réductions de prix et des incitatifs supplémentaires consentis au cours de l'exercice 2024.

Coût direct des produits

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Coût direct des produits								
Abonnements	18 508	19 036	(528)	(2,8)	77 585	80 064	(2 479)	(3,1)
Traitement des transactions	98 293	66 539	31 754	47,7	390 522	271 035	119 487	44,1
Matériel informatique et autres produits	13 715	11 692	2 023	17,3	55 913	47 446	8 467	17,8
Coût total des produits	130 516	97 267	33 249	34,2	524 020	398 545	125 475	31,5
En pourcentage des produits des activités ordinaires								
Abonnements	22,8 %	25,0 %			24,1 %	26,8 %		
Traitement des transactions	70,7 %	66,8 %			71,6 %	67,8 %		
Matériel informatique et autres produits	138,9 %	138,4 %			133,8 %	147,4 %		
Total	56,7 %	52,8 %			57,6 %	54,6 %		

Coût des produits tirés des abonnements

Le coût des produits tirés des abonnements pour le trimestre clos le 31 mars 2024 a diminué de 0,5 M\$, ou 3 %, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2023. Le coût des produits tirés des abonnements du trimestre clos le 31 mars 2024 comprend une rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 0,8 M\$, comparativement à 0,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Compte non tenu de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, la baisse est principalement imputable à une diminution de 0,1 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, à une réduction de 0,2 M\$ des redevances, à un recul de 0,2 M\$ des honoraires professionnels et autres charges, et à une baisse de 0,1 M\$ des frais d'hébergement attribuable à la consolidation de nos fournisseurs de services infonuagiques.

Le coût des produits tirés des abonnements pour l'exercice 2024 a diminué de 2,5 M\$, ou 3 %, comparativement à l'exercice 2023. Le coût des produits tirés des abonnements de l'exercice 2024 comprend une rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 5,1 M\$, comparativement à 5,7 M\$ pour l'exercice 2023. Le reste de la baisse de 1,9 M\$ est principalement imputable à une diminution de 1,5 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, à une baisse de 0,1 M\$ des frais d'hébergement et à un recul de 0,6 M\$ des honoraires professionnels et autres charges, facteurs contrebalancés par un accroissement de 0,3 M\$ des redevances.

Coût des produits tirés du traitement des transactions

Le coût des produits tirés du traitement des transactions pour le trimestre clos le 31 mars 2024 a augmenté de 31,8 M\$, ou 48 %, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2023. L'augmentation est essentiellement attribuable aux coûts directs liés à la hausse des produits tirés de nos solutions de paiement, qui découle d'une augmentation du VTSPB et de l'adoption accrue de nos solutions de paiement par rapport au trimestre clos le 31 mars 2023.

Le coût des produits tirés du traitement des transactions pour l'exercice 2024 a augmenté de 119,5 M\$, ou 44 %, comparativement à l'exercice 2023. L'augmentation est essentiellement attribuable aux coûts directs liés à la hausse des produits tirés de nos solutions de paiement, qui découle d'une augmentation du VTSPB et de l'adoption accrue de nos solutions de paiement par rapport à l'exercice 2023.

Coût des produits tirés du matériel informatique et autres produits

Le coût direct des produits tirés du matériel informatique et autres produits pour le trimestre clos le 31 mars 2024 a augmenté de 2,0 M\$, ou 17 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2023, essentiellement en raison d'une augmentation de 2,1 M\$ du matériel informatique vendu aux clients, facteur compensé par la baisse de 0,1 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel au cours de la période. Les marges négatives sont attribuables aux réductions de prix et aux incitatifs consentis afin de favoriser les nouvelles affaires, étant donné la vive concurrence dans notre secteur d'activité, et au matériel fourni gratuitement à nos clients pour les aider à passer à notre plateforme intégrée de solutions de point de vente et de paiement. Le matériel informatique est généralement vendu pour faciliter l'adoption de nos autres principales sources de produits des activités ordinaires.

Le coût direct des produits tirés du matériel informatique et autres produits pour l'exercice 2024 a augmenté de 8,5 M\$, ou 18 %, par rapport à l'exercice 2023, essentiellement en raison d'une augmentation de 9,3 M\$ du matériel informatique vendu aux clients, facteur compensé par la baisse de 0,8 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel au cours de la période. Les marges négatives sont attribuables aux réductions de prix et aux incitatifs consentis afin de favoriser les nouvelles affaires, étant donné la vive concurrence dans notre secteur d'activité, et au matériel fourni gratuitement à nos clients pour les aider à passer à notre plateforme intégrée de solutions de point de vente et de paiement. Le matériel informatique est généralement vendu pour faciliter l'adoption de nos autres principales sources de produits des activités ordinaires.

Marge brute

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Marge brute	99 700	86 961	12 739	14,6	385 250	331 961	53 289	16,1
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	43,3 %	47,2 %			42,4 %	45,4 %		

La marge brute a augmenté de 12,7 M\$, ou 15 %, pour le trimestre clos le 31 mars 2024 comparativement au trimestre clos le 31 mars 2023. L'augmentation s'explique principalement par la croissance de nos produits tirés des abonnements et de nos produits tirés du traitement des transactions, qui est attribuable à l'adoption soutenue de nos produits phares et de nos solutions de paiement, l'adoption de ces dernières s'étant accélérée grâce à notre initiative visant à proposer nos solutions de point de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme intégrée. La marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires est passée de 47 % à 43 %, puisqu'une proportion plus importante de clients a utilisé Lightspeed Payments au cours du trimestre clos le 31 mars 2024 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2023, nos produits tirés du traitement des transactions générant une marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires inférieure à nos produits tirés des abonnements. Cette diminution de la marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires a été partiellement compensée par une augmentation des produits provenant d'avances de fonds aux commerçants.

La marge brute a augmenté de 53,3 M\$, ou 16 %, pour l'exercice 2024 comparativement à l'exercice 2023. L'augmentation s'explique principalement par la croissance de nos produits tirés des abonnements et de nos produits tirés du traitement des transactions, qui est attribuable à l'adoption soutenue de nos produits phares et de nos solutions de paiement, l'adoption de ces dernières s'étant accélérée grâce à notre initiative visant à proposer nos solutions de point de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme intégrée. La marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires est passée de 45 % à 42 %, puisqu'une proportion plus importante de clients a utilisé Lightspeed Payments au cours de l'exercice 2024 par rapport à l'exercice 2023, nos produits tirés du traitement des transactions générant une marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires inférieure à nos produits tirés des abonnements. Cette diminution de la marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires a été partiellement compensée par une augmentation des produits provenant d'avances de fonds aux commerçants.

Charges d'exploitation

Frais généraux et administratifs

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Frais généraux et administratifs	22 540	22 139	401	1,8	103 742	105 939	(2 197)	(2,1)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	9,8 %	12,0 %			11,4 %	14,5 %		

Les frais généraux et administratifs pour le trimestre clos le 31 mars 2024 ont augmenté de 0,4 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2023. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 0,3 M\$, des frais liés aux transactions de 1,8 M\$ et un montant de 2,8 M\$ au titre des provisions, règlements et autres coûts engagés dans le cadre de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, comparativement à 3,5 M\$, à 2,3 M\$ et à 0,2 M\$, respectivement, pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Compte non tenu de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, des frais liés aux transactions ainsi que des provisions, règlements et autres coûts engagés dans le cadre de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, les frais

généraux et administratifs ont augmenté de 1,6 M\$. Cette hausse découle essentiellement d'une augmentation de 0,4 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, d'une augmentation de 2,3 M\$ des créances douteuses, qui comprend les variations de notre correction de valeur pour pertes et les variations de juste valeur se rapportant aux avances de fonds aux commerçants irrécouvrables, les créances douteuses ayant augmenté en raison de la croissance de nos produits des activités ordinaires et de notre programme d'avances de fonds aux commerçants. Cette augmentation a été compensée par une diminution de 0,3 M\$ de la couverture d'assurance des administrateurs et des dirigeants et par une baisse de 0,8 M\$ des honoraires professionnels et autres charges. Nos frais généraux et administratifs en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 12 % pour le trimestre clos le 31 mars 2023 à 10 % pour le trimestre clos le 31 mars 2024.

Les frais généraux et administratifs pour l'exercice 2024 ont diminué de 2,2 M\$, ou 2 %, par rapport à l'exercice 2023. Pour l'exercice 2024, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 19,5 M\$, des frais liés aux transactions de 2,2 M\$ et un montant de 7,5 M\$ au titre des provisions, règlements et autres coûts engagés dans le cadre de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, comparativement à 34,0 M\$, à 5,1 M\$ et à 1,4 M\$, respectivement, pour l'exercice 2023. Compte non tenu de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, des frais liés aux transactions ainsi que des provisions, règlements et autres coûts engagés dans le cadre de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 9,1 M\$. Cette hausse découle essentiellement d'une augmentation de 1,1 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, d'une augmentation de 9,8 M\$ des créances douteuses, qui comprend les variations de notre correction de valeur pour pertes et les variations de juste valeur se rapportant aux avances de fonds aux commerçants irrécouvrables, et ces créances douteuses ont augmenté en raison de la croissance de nos produits des activités ordinaires et de notre programme d'avances de fonds aux commerçants. Cette augmentation a été compensée par une diminution de 1,7 M\$ de la couverture d'assurance des administrateurs et des dirigeants et par une baisse de 0,2 M\$ des honoraires professionnels et autres charges. Nos frais généraux et administratifs en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 15 % pour l'exercice 2023 à 11 % pour l'exercice 2024.

Recherche et développement

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Recherche et développement	27 625	30 805	(3 180)	(10,3)	129 416	140 442	(11 026)	(7,9)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	12,0 %	16,7 %			14,2 %	19,2 %		

Les frais de recherche et développement pour le trimestre clos le 31 mars 2024 ont diminué de 3,2 M\$, ou 10 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2023. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 3,0 M\$, comparativement à 4,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Compte non tenu de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, les frais de recherche et développement ont diminué de 1,7 M\$ en raison d'une baisse de 3,4 M\$ des honoraires professionnels et autres charges, contrebalancée par une hausse de 1,5 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel et une augmentation de 0,2 M\$ des frais d'hébergement. Nos frais de recherche et développement en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 17 % pour le trimestre clos le 31 mars 2023 à 12 % pour le trimestre clos le 31 mars 2024.

Les frais de recherche et développement pour l'exercice 2024 ont diminué de 11,0 M\$, ou 8 %, par rapport à l'exercice 2023. Pour l'exercice 2024, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 25,3 M\$, comparativement à 35,5 M\$ pour l'exercice 2023. Compte non tenu de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, les frais de recherche et développement ont diminué de 0,8 M\$ en raison d'une baisse de 5,9 M\$ des honoraires professionnels et autres charges, contrebalancée par une hausse de 4,9 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel et une augmentation de 0,2 M\$ des frais d'hébergement. Nos frais de

recherche et développement en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 19 % pour l'exercice 2023 à 14 % pour l'exercice 2024.

Vente et commercialisation

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Vente et commercialisation	57 804	56 884	920	1,6	234 290	250 371	(16 081)	(6,4)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	25,1 %	30,9 %			25,8 %	34,3 %		

Les frais de vente et de commercialisation pour le trimestre clos le 31 mars 2024 ont augmenté de 0,9 M\$, ou 2 %, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2023. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 3,8 M\$, comparativement à 7,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Compte non tenu de la charge de rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, les frais de vente et de commercialisation ont augmenté de 4,2 M\$ en raison d'une hausse de 2,9 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel et d'une augmentation de 1,4 M\$ des autres investissements en vente et commercialisation, contrebalancées par un recul de 0,1 M\$ des honoraires professionnels et autres charges. Du fait de notre gestion prudente des coûts, notamment en ce qui a trait à l'efficacité en termes de vente et de commercialisation, nos frais de vente et de commercialisation en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 31 % pour le trimestre clos le 31 mars 2023 à 25 % pour le trimestre clos le 31 mars 2024.

Les frais de vente et de commercialisation pour l'exercice 2024 ont diminué de 16,1 M\$, ou 6 %, comparativement à l'exercice 2023. Pour l'exercice 2024, ces frais comprennent une charge de rémunération à base d'actions et les charges sociales qui s'y rapportent de 22,8 M\$ et des frais liés aux transactions de néant, comparativement à 47,3 M\$ et à 0,7 M\$, respectivement, pour l'exercice 2023. Compte non tenu de la charge de rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent et des frais liés aux transactions, les frais de vente et de commercialisation ont augmenté de 9,1 M\$ en raison de la hausse de 14,5 M\$ des salaires et autres frais liés au personnel, compensée par un recul de 0,1 M\$ des honoraires professionnels et autres charges et par une baisse de 5,3 M\$ des autres investissements en vente et commercialisation, comme les acquisitions liées à la commercialisation et les dépenses de croissance, la marque et les foires commerciales, du fait de notre gestion prudente des coûts. Nos frais de vente et de commercialisation en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué, passant de 34 % pour l'exercice 2023 à 26 % pour l'exercice 2024.

Amortissement

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	1 790	1 735	55	3,2	6 634	5 471	1 163	21,3
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 418	2 025	393	19,4	7 946	8 244	(298)	(3,6)
	4 208	3 760	448	11,9	14 580	13 715	865	6,3
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	1,8 %	2,0 %			1,6 %	1,9 %		

L'amortissement des immobilisations corporelles pour le trimestre clos le 31 mars 2024 a augmenté de 0,1 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2023. Cette hausse découle en majeure partie des entrées d'immobilisations corporelles effectuées au cours de l'exercice 2024. L'augmentation de 0,4 M\$, ou 19 %, de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation résulte principalement de la conclusion de nouveaux contrats de location ainsi que de la modification de contrats de location, compensées en partie par les résiliations de contrats de location au cours des 12 derniers mois.

L'amortissement des immobilisations corporelles pour l'exercice 2024 a augmenté de 1,2 M\$, ou 21 %, par rapport à l'exercice 2023. Cette hausse découle en majeure partie des entrées d'immobilisations corporelles effectuées au cours de l'exercice 2024. La diminution de 0,3 M\$, ou 4 %, de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation résulte principalement de résiliations de contrats de location, compensées en partie par la conclusion de nouveaux contrats de location au cours des 12 derniers mois ainsi que par la modification de contrats de location.

Perte (profit) de change

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Perte (profit) de change	501	297	204	68,7	882	(199)	1 081	(543,2)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	0,2 %	0,2 %			0,1 %	0,0 %		

La perte de change pour le trimestre clos le 31 mars 2024 a augmenté par rapport au trimestre clos le 31 mars 2023.

La Société a réalisé une perte de change pour l'exercice 2024, comparativement à un profit pour l'exercice 2023. Les profits et les pertes de change découlent de nos actifs et passifs financiers impayés libellés dans une monnaie autre que le dollar américain, notre monnaie fonctionnelle. Les éléments compris dans nos résultats d'exploitation sont évalués en dollars américains et les transactions en devises sont converties en dollars américains aux taux de change en vigueur à la date des transactions ou lors de la réévaluation d'éléments, les profits et les pertes en résultant étant comptabilisés par la suite.

Rémunération liée à des acquisitions

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Rémunération liée à des acquisitions	—	5 746	(5 746)	(100,0)	3 105	41 792	(38 687)	(92,6)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	0,0 %	3,1 %			0,3 %	5,7 %		

La charge de rémunération liée à des acquisitions pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024 a diminué respectivement de 5,7 M\$ et de 38,7 M\$, ou 100 % et 93 %, comparativement au trimestre et à l'exercice clos le 31 mars 2023. La diminution est imputable à une baisse de la charge de rémunération différée en lien avec l'acquisition de NuORDER, qui a été entièrement amortie en juin 2023, et l'acquisition d'Ecwid qui a été entièrement amortie en septembre 2023. La majeure partie de la rémunération liée à des acquisitions se rapportait aux obligations d'emploi continu dans le cadre de certaines acquisitions. Cette rémunération liée à des acquisitions n'était pas incluse dans la contrepartie d'achat totale, mais a plutôt été traitée comme une charge de rémunération liée à des acquisitions au titre des services postérieurs au regroupement.

Amortissement des immobilisations incorporelles

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations incorporelles	22 882	24 620	(1 738)	(7,1)	95 048	101 546	(6 498)	(6,4)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	9,9 %	13,4 %			10,5 %	13,9 %		

L'amortissement des immobilisations incorporelles pour le trimestre clos le 31 mars 2024 a diminué de 1,7 M\$, ou 7 %, comparativement au trimestre clos le 31 mars 2023. La baisse de l'amortissement est attribuable principalement aux immobilisations incorporelles que représente la technologie logicielle d'iKentoo, de Chronogolf et de ShopKeep, entièrement amorties au cours de l'exercice 2024.

L'amortissement des immobilisations incorporelles pour l'exercice 2024 a diminué de 6,5 M\$, ou 6 %, comparativement à l'exercice 2023. La baisse de l'amortissement est attribuable principalement aux immobilisations incorporelles que représentent les relations clients de Chronogolf, la technologie logicielle de Kounta et de Gastrofix, entièrement amortie au cours de l'exercice 2023, et la technologie logicielle d'iKentoo, de Chronogolf et de ShopKeep, entièrement amortie au cours de l'exercice 2024.

Restructuration

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Restructuration	5 422	25 549	(20 127)	(78,8)	7 206	28 683	(21 477)	(74,9)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	2,4 %	13,9 %			0,8 %	3,9 %		

Au cours de l'exercice 2023 et de l'exercice 2024, certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été réorganisées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Les charges liées à ce plan de restructuration ont été comptabilisées à titre de frais de restructuration. Les charges de restructuration se composent essentiellement d'indemnités de départ. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société tout en continuant de mettre l'accent sur la croissance méthodique.

Dépréciation du goodwill

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Dépréciation du goodwill	—	—	—	—	—	748 712	(748 712)	(100,0)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	0,0 %	0,0 %			0,0 %	102,5 %		

Nous avons effectué notre test de dépréciation du goodwill annuel au 31 décembre 2023 en utilisant une méthode de la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Ce test a indiqué que le goodwill n'avait subi aucune dépréciation au 31 décembre 2023. Nous avons réévalué au 31 mars 2024 les hypothèses clés utilisées dans le test du 31 décembre 2023 et aucun changement susceptible d'entraîner une dépréciation du goodwill n'a été relevé. Un test de dépréciation du goodwill avait été réalisé au 31 décembre 2022 en utilisant un modèle de la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Ce test indiquait

une charge de dépréciation du goodwill hors trésorerie de 748,7 M\$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2022. Une réduction du multiple de la valeur finale, une augmentation du taux d'actualisation ou une diminution du taux de croissance des produits des activités ordinaires pourrait éventuellement entraîner des pertes de valeur (se reporter à la note 16 de nos états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information).

Autres produits

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Produit d'intérêts net	10 524	9 654	870	9,0	42 531	24 812	17 719	71,4
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	4,6 %	5,2 %			4,7 %	3,4 %		

Le produit d'intérêts net se compose du produit d'intérêts de 44,0 M\$ touché sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour l'exercice 2024, compensé par la charge d'intérêts sur les obligations locatives et la charge de rémunération liée à des acquisitions qui, une fois combinées, totalisent 1,4 M\$ pour l'exercice 2024. Le produit d'intérêts net pour l'exercice 2024 a augmenté de 17,7 M\$, ou 71 %, par rapport à l'exercice 2023 en raison d'une augmentation de 17,1 M\$ du produit d'intérêts touché sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie au cours de la période, du fait de la hausse des taux d'intérêt et d'une diminution de la charge d'intérêts de 0,6 M\$ attribuable surtout au remboursement intégral du solde de notre emprunt à terme d'acquisition de soutien en juillet 2022.

Impôt sur le résultat

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
	2024	2023	Variation	Variation	2024	2023	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Charge (produit) d'impôt								
Exigible	1 680	1 651	29	1,8	3 799	2 469	1 330	53,9
Différé	102	(368)	470	(127,7)	(323)	(6 688)	6 365	(95,2)
Total de la charge (du produit) d'impôt	1 782	1 283	499	38,9	3 476	(4 219)	7 695	(182,4)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires								
Exigible	0,7 %	0,9 %			0,4 %	0,3 %		
Différé	0,0 %	(0,2)%			0,0 %	(0,9)%		
Total	0,8 %	0,7 %			0,4 %	(0,6)%		

Nous avons comptabilisé une charge d'impôt de 1,8 M\$ au trimestre clos le 31 mars 2024, comparativement à une charge d'impôt de 1,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Le produit d'impôt différé du trimestre clos le 31 mars 2023 et la charge d'impôt différé du trimestre clos le 31 mars 2024 sont principalement liés aux écarts temporaires sur la rémunération à base d'actions et à d'autres écarts temporaires déductibles.

Nous avons comptabilisé une charge d'impôt de 3,5 M\$ pour l'exercice 2024, comparativement à un produit d'impôt de 4,2 M\$ pour l'exercice 2023. Cette variation s'explique essentiellement par une diminution du produit d'impôt différé de 6,4 M\$ pour l'exercice 2024 par rapport à l'exercice 2023. La variation est surtout attribuable aux passifs d'impôt différé de certaines filiales qui étaient entièrement amortis au 31 mars 2023. Le produit d'impôt différé de l'exercice 2023 découlait en grande partie de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises et d'augmentations des reports en avant de pertes au cours de la période, tandis que le produit d'impôt différé de l'exercice 2024 est principalement lié aux écarts temporaires sur la rémunération à base d'actions et à d'autres écarts temporaires déductibles.

Principales informations financières annuelles

(en milliers de dollars américains, sauf les données par action)	Exercices clos les 31 mars		
	2024	2023	2022
	\$	\$	\$
Total des produits des activités ordinaires	909 270	730 506	548 372
Perte nette	(163 964)	(1 070 009)	(288 433)
Perte par action – de base et diluée	(1,07)	(7,11)	(2,04)
Total de l'actif	2 575 154	2 668 732	3 619 980
Total des passifs non courants	18 087	20 826	62 839

Se reporter à la section « Résultats d'exploitation » du présent rapport de gestion pour plus de détails sur la variation d'un exercice à l'autre des produits des activités ordinaires et de la perte nette.

Total de l'actif

Comparaison de l'exercice 2024 et de l'exercice 2023

Le total de l'actif a diminué de 93,6 M\$, ou 4 %, entre l'exercice 2023 et l'exercice 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ayant compté pour 78,1 M\$ de la baisse en raison essentiellement des sorties de trésorerie de 97,7 M\$ liées aux activités d'exploitation. Les actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location et les immobilisations incorporelles ont respectivement compté pour 3,9 M\$ et 84,4 M\$ de la diminution, du fait surtout des amortissements comptabilisés au cours de la période. Une baisse de 1,4 M\$ du goodwill a également été enregistrée du fait des écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger. La diminution du total de l'actif a été compensée par une augmentation de 7,4 M\$ des créances clients et autres débiteurs, principalement attribuable à l'augmentation des créances clients, et par une augmentation de 44,7 M\$ des avances de fonds aux commerçants. En outre, la diminution du total de l'actif a été compensée par un accroissement des stocks de 3,7 M\$ de manière surtout à assurer que les stocks suffisent à servir nos clients qui se sont abonnés à Lightspeed Payments, par une hausse des autres actifs courants et non courants se chiffrant respectivement à 5,8 M\$ et à 11,3 M\$ liée essentiellement à une augmentation des commissions et des actifs contractuels, et par une augmentation des immobilisations corporelles de 1,0 M\$.

Comparaison de l'exercice 2023 et de l'exercice 2022

Le total de l'actif a diminué de 951,2 M\$, ou 26 %, entre l'exercice 2022 et l'exercice 2023, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ayant compté pour 153,5 M\$ de la baisse en raison essentiellement du remboursement du solde de l'emprunt à terme d'acquisition de soutien de 30,0 M\$ et des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 125,3 M\$. Le goodwill a diminué de 753,7 M\$, par suite d'une charge de dépréciation hors trésorerie de 748,7 M\$ et d'une baisse de 5,0 M\$ au titre des écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger. Les actifs au titre de droits d'utilisation et les immobilisations incorporelles ont respectivement compté pour 4,6 M\$ et 98,1 M\$ de la diminution, du fait surtout des amortissements comptabilisés au cours de la période. La diminution du total de l'actif a été compensée par une hausse de 15,4 M\$ des créances clients et autres débiteurs, principalement attribuable à l'augmentation des créances clients, par une hausse des crédits d'impôt à la recherche et au développement à recevoir et des intérêts courus, et par une augmentation de 23,2 M\$ des avances de fonds aux commerçants. En outre, la diminution du total de l'actif a été contrebalancée par une hausse des autres actifs courants et non courants se chiffrant respectivement à 1,5 M\$ et à 10,1 M\$, liée essentiellement à une augmentation des commissions et des actifs contractuels et à un investissement à long terme de 1,5 M\$ dans un organisme soutenant le commerce local, par une augmentation des immobilisations corporelles de 3,0 M\$ et par une hausse des stocks de 5,3 M\$.

Total du passif

Comparaison de l'exercice 2024 et de l'exercice 2023

Le total du passif a diminué de 8,5 M\$, ou 5 %, entre l'exercice 2023 et l'exercice 2024 du fait d'une baisse des passifs courants de 5,8 M\$ et d'une diminution des passifs non courants de 2,7 M\$. Les principales raisons expliquant la diminution des passifs courants sont une réduction de l'impôt à payer de 5,2 M\$, une diminution des dettes fournisseurs de 3,5 M\$, une diminution des crédateurs liés à des acquisitions de 0,3 M\$ ainsi qu'une baisse des produits différés de 0,8 M\$, contrebalancées par une hausse de 1,1 M\$ de la rémunération et des avantages à payer, une augmentation de 0,7 M\$ des autres crédateurs, une hausse de 0,3 M\$ des obligations locatives, une hausse de 1,3 M\$ des taxes de vente à payer et une augmentation de 0,5 M\$ des charges sociales à payer se rapportant à la rémunération à base d'actions. La diminution des passifs non courants s'explique surtout par une baisse de 2,3 M\$ des obligations locatives et un recul de 0,4 M\$ des produits différés.

Comparaison de l'exercice 2023 et de l'exercice 2022

Le total du passif a diminué de 49,4 M\$, ou 22 %, entre l'exercice 2022 et l'exercice 2023 du fait d'une baisse des passifs courants de 7,4 M\$ et d'une diminution des passifs non courants de 42,0 M\$. Les principales raisons expliquant la diminution des passifs courants sont un recul de la rémunération et des avantages à payer de 2,7 M\$, une diminution des obligations locatives de 1,0 M\$, une diminution des dettes fournisseurs de 2,3 M\$ et une réduction des crédateurs liés à des acquisitions de 5,2 M\$, facteurs contrebalancés par une augmentation des produits différés de 2,9 M\$. La diminution des passifs non courants s'explique surtout par le remboursement du solde de notre emprunt à terme d'acquisition de soutien de 30,0 M\$, une diminution de 4,5 M\$ des obligations locatives et une baisse de 6,8 M\$ du passif d'impôt différé.

Résultats d'exploitation trimestriels

Le tableau ci-après présente les principales données tirées des comptes de résultats consolidés trimestriels pour chacun des huit trimestres compris dans la période close le 31 mars 2024. Ces données doivent être lues en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes. Le résultat d'exploitation trimestriel n'est pas nécessairement représentatif de nos résultats d'exploitation pour un exercice complet ou pour une période future.

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 juin 2022	30 sept. 2022	31 déc. 2022	31 mars 2023	30 juin 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2023	31 mars 2024
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	173 882	183 699	188 697	184 228	209 086	230 273	239 695	230 216
Coût direct des produits	96 357	102 230	102 691	97 267	121 181	134 105	138 218	130 516
Marge brute	77 525	81 469	86 006	86 961	87 905	96 168	101 477	99 700
Charges d'exploitation								
Frais généraux et administratifs	30 239	25 132	28 429	22 139	24 944	26 324	29 934	22 540
Recherche et développement	35 636	36 596	37 405	30 805	34 035	33 081	34 675	27 625
Vente et commercialisation	68 645	64 337	60 505	56 884	55 288	60 290	60 908	57 804
Amortissement des immobilisations corporelles	1 221	1 188	1 327	1 735	1 457	1 493	1 894	1 790
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 047	2 063	2 109	2 025	2 230	1 647	1 651	2 418
Perte (profit) de change	443	29	(968)	297	671	689	(979)	501
Rémunération liée à des acquisitions	17 103	12 653	6 290	5 746	2 545	560	—	—
Amortissement des immobilisations incorporelles	25 876	25 684	25 366	24 620	24 505	23 990	23 671	22 882
Restructuration	1 207	603	1 324	25 549	472	80	1 232	5 422
Dépréciation du goodwill	—	—	748 712	—	—	—	—	—
Total des charges d'exploitation	182 417	168 285	910 499	169 800	146 147	148 154	152 986	140 982
Perte d'exploitation	(104 892)	(86 816)	(824 493)	(82 839)	(58 242)	(51 986)	(51 509)	(41 282)
Produit d'intérêts net	2 007	4 851	8 300	9 654	10 362	10 746	10 899	10 524
Perte avant impôt sur le résultat	(102 885)	(81 965)	(816 193)	(73 185)	(47 880)	(41 240)	(40 610)	(30 758)
Charge (produit) d'impôt								
Exigible	264	516	38	1 651	1 215	755	149	1 680
Différé	(2 353)	(2 538)	(1 429)	(368)	(392)	497	(530)	102
Total de la charge (du produit) d'impôt	(2 089)	(2 022)	(1 391)	1 283	823	1 252	(381)	1 782
Perte nette	(100 796)	(79 943)	(814 802)	(74 468)	(48 703)	(42 492)	(40 229)	(32 540)
Perte nette par action – de base et diluée	(0,68)	(0,53)	(5,39)	(0,49)	(0,32)	(0,28)	(0,26)	(0,21)

Produits des activités ordinaires

Le total de nos produits trimestriels a augmenté consécutivement pour toutes les périodes présentées (sauf les trimestres clos les 31 mars 2023 et 2024) en raison principalement des hausses des produits tirés des abonnements et du traitement des transactions des clients existants et nouveaux, y compris l'adoption accrue de nos solutions de paiement et de nos solutions phares. La diminution des produits des activités ordinaires au cours des trimestres clos les 31 mars 2023 et 2024 s'explique en grande partie par l'incidence du caractère saisonnier de nos activités sur nos produits des activités ordinaires, qui résulte de l'adoption accrue de nos solutions de paiement et du fait que les produits tirés du traitement des transactions représentent une proportion de plus en plus importante de notre composition des produits. Pour le secteur de la vente au détail, le

trimestre clos le 31 décembre est traditionnellement notre trimestre le plus fort en termes de produits tirés du traitement des transactions en raison de la période des Fêtes, tandis que le trimestre clos le 31 mars est traditionnellement notre trimestre affichant le plus faible VTB pour les secteurs de la vente au détail et de l'hôtellerie, ce qui explique la baisse de nos produits des activités ordinaires pour les trimestres clos les 31 mars 2023 et 2024 par rapport aux trimestres clos les 31 décembre 2022 et 2023.

Coût direct des produits

Notre total du coût direct des produits a augmenté consécutivement pour toutes les périodes présentées (sauf pour les trimestres clos les 31 mars 2023 et 2024). De manière générale, les augmentations d'une période à l'autre sont principalement attribuables à la hausse des coûts associés au soutien d'un plus grand nombre de clients utilisant nos solutions de paiement, puisque les coûts directs associés aux produits tirés du traitement des transactions sont plus élevés. La diminution du coût direct des produits pour les trimestres clos les 31 mars 2023 et 2024 correspond à la baisse des produits des activités ordinaires au cours des périodes attribuable au caractère saisonnier de nos activités. La diminution du coût direct des produits pour le trimestre clos le 31 mars 2023 inclut une baisse de la rémunération à base d'actions et des économies au titre des salaires et autres frais liés au personnel du fait de la restructuration réalisée au cours du trimestre clos le 31 mars 2023.

Marge brute

Le total de notre marge brute trimestrielle a augmenté consécutivement entre le trimestre clos le 30 juin 2022 et le trimestre clos le 31 décembre 2023, essentiellement en raison d'une hausse du nombre de clients utilisant nos produits phares et nos solutions de paiement, notamment les clients affichant un VTB élevé. La diminution de la marge brute trimestrielle totale pour le trimestre clos le 31 mars 2024 est essentiellement attribuable à l'incidence du caractère saisonnier de nos activités sur nos produits des activités ordinaires. Bien que notre marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires ait reculé du fait de l'accroissement du nombre de clients adoptant nos solutions de paiement, lesquelles solutions affichent des coûts directs plus élevés que ceux associés à nos logiciels, le montant moyen de la marge brute générée par chaque client a généralement continué d'augmenter, améliorant ainsi nos facteurs économiques. Nous prévoyons que cette tendance en lien avec la marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires se poursuivra et sera en partie contrebalancée par l'augmentation des produits tirés de notre programme d'avances de fonds aux commerçants, dont le flux de produits génère une marge considérablement plus élevée.

Charges d'exploitation

Le total de nos charges d'exploitation a diminué entre le trimestre clos le 30 juin 2022 et le trimestre clos le 30 septembre 2022 en raison surtout d'une réduction de la rémunération à base d'actions et d'une diminution de la rémunération liée à des acquisitions. La hausse des charges d'exploitation pour le trimestre clos le 31 décembre 2022 était attribuable à la charge de dépréciation du goodwill de 748,7 M\$ au cours de ce trimestre. Le trimestre clos le 31 mars 2023 incluait une baisse de la rémunération à base d'actions et des charges salariales découlant de la restructuration réalisée au cours de ce trimestre, contrebalancée par les indemnités de départ et les autres frais de restructuration, qui ont entraîné une baisse des charges d'exploitation pour le trimestre clos le 30 juin 2023. L'augmentation des charges d'exploitation pour le trimestre clos le 30 septembre 2023 était principalement attribuable à une hausse des frais de vente et de commercialisation qui consistait principalement en une augmentation de la rémunération à base d'actions à la suite de la déchéance d'attributions au cours de la période précédente. La hausse des charges d'exploitation pour le trimestre clos le 31 décembre 2023 découlait essentiellement de l'accroissement des provisions et autres coûts engagés dans le cadre de certains litiges, ainsi que d'une augmentation des créances douteuses, qui comprend les variations de notre correction de valeur et les variations de juste valeur se rapportant aux avances de fonds aux commerçants irrécouvrables, ces créances douteuses ayant augmenté en raison de la croissance de nos produits des activités ordinaires et de notre programme d'avances de fonds aux commerçants. La baisse des charges d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2024 s'explique principalement par la diminution de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, qui découle en majeure partie de la déchéance d'attributions octroyées à certains hauts dirigeants au cours de la période. Il est à noter qu'une partie de nos charges d'exploitation est libellée dans des monnaies étrangères, ce qui peut avoir une incidence sur la comparabilité de nos tendances trimestrielles et annuelles.

Se reporter à la section « Résultats d'exploitation » du présent rapport de gestion pour plus de détails sur la variation d'un exercice à l'autre des produits des activités ordinaires et de la perte nette.

Trésorerie et sources de financement

Aperçu

Notre stratégie de gestion du capital consiste à préserver notre capacité à poursuivre notre exploitation, à procurer des avantages à nos parties intéressées et à assurer un rendement du capital investi adéquat à nos actionnaires en vendant nos services à un prix qui soit à la mesure du niveau de risque d'exploitation que nous assumons. Nous calculons le montant total du capital nécessaire en tenant compte des niveaux de risque. Nos capitaux permanents sont ajustés en temps et lieu selon les changements de l'environnement économique et les risques que courent nos actifs sous-jacents. Nous ne sommes exposés à aucune exigence extérieure en matière de capital.

Fonds de roulement

Notre première source de financement a été la mobilisation de capitaux qui, depuis l'exercice clos le 31 mars 2016, a rapporté plus de 2,0 G\$. Dans la mesure du possible, notre gestion de trésorerie vise à assurer que nous disposons de liquidités suffisantes pour satisfaire nos obligations quand elles arrivent à échéance. À cet égard, nous surveillons les flux de trésorerie et faisons régulièrement des analyses du budget par rapport aux réalisations. Notre principale source d'utilisation de fonds tient au fonds de roulement, à notre programme d'avances de fonds aux commerçants et aux acquisitions éventuelles. L'excédent du fonds de roulement se chiffrait à 773,2 M\$ au 31 mars 2024. Compte tenu de notre trésorerie existante et du financement disponible, nous estimons disposer de liquidités suffisantes pour répondre à nos besoins de croissance actuels et à court terme, et réaliser nos objectifs stratégiques à long terme.

Prospectus préalable de base

En mai 2023, conformément aux décisions générales relatives aux « émetteurs établis bien connus » publiées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base simplifié (le « prospectus de base ») auprès des commissions des valeurs mobilières de chaque province et territoire au Canada ainsi qu'une déclaration d'enregistrement préalable correspondante sur formulaire F-10 auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la « déclaration d'enregistrement »). Le prospectus de base et la déclaration d'enregistrement permettent à Lightspeed et à certains de ses porteurs de titres d'offrir des actions à droit de vote subalterne, des actions privilégiées, des titres de créance, des bons de souscription, des reçus de souscription, des unités, ou toute combinaison de ces instruments, de montants, aux cours et selon les modalités définies dans un ou plusieurs suppléments de prospectus préalable dans les 25 mois suivant l'entrée en vigueur du prospectus de base.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Notre conseil d'administration et la Bourse de Toronto (la « TSX ») ont approuvé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à notre gré, aux fins d'annulation, d'au plus 9 722 677 actions à droit de vote subalterne de la Société, soit environ 10 % du « flottant » de la Société (au sens donné à ce terme dans le Guide à l'intention des sociétés de la TSX) pour les actions à droit de vote subalterne émises et en circulation au 22 mars 2024, au cours de la période de 12 mois commençant le 5 avril 2024 et se terminant au plus tard le 4 avril 2025. Toute action à droit de vote subalterne rachetée dans le cadre de l'offre publique de rachat sera annulée. Les achats seront effectués au moyen de transactions sur le marché libre, à la fois à la TSX et à la New York Stock Exchange (la « NYSE »), ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation alternatifs, selon ce qui est admissible, et respecteront la réglementation.

Dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, à l'exception des rachats effectués aux termes de dispenses relatives aux achats en bloc, nous sommes autorisés, sous réserve des lois sur les valeurs mobilières pertinentes, à racheter quotidiennement, par l'intermédiaire de la TSX, un maximum de 165 177 actions à droit de vote subalterne, ce qui représente 25 % du volume quotidien moyen des opérations sur 660 709 actions à droit de vote subalterne, calculé conformément aux règles de la TSX pour la période de six mois close le 29 février 2024.

Dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons également conclu un régime d'achat d'actions automatique (le « RAAA ») aux termes duquel un courtier désigné peut acheter des actions à droit de vote subalterne à des moments où nous ne serions normalement pas autorisés à acheter nos actions à droit de vote subalterne en raison de restrictions réglementaires et de périodes d'interdiction d'opérations habituelles que nous nous imposons. Aux

termes du RAAA, avant d'entrer dans une période d'interdiction d'opérations, nous pouvons, sans y être tenus, donner instruction au courtier désigné d'effectuer des achats aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités conformément à certains paramètres d'achat. Ces achats seront effectués par le courtier désigné suivant ces paramètres d'achat, sans autre instruction de notre part, conformément aux règles de la TSX, aux lois sur les valeurs mobilières applicables et aux modalités du RAAA. Nous n'avons racheté aucune de nos actions à droit de vote subalterne dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de l'exercice 2024 et de l'exercice 2023. Nos actionnaires peuvent obtenir, sans frais, un exemplaire de l'avis d'intention de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités déposé par la Société auprès de la TSX en communiquant avec notre service des relations avec les investisseurs, à l'adresse investorrelations@lightspeedhq.com.

Nous estimons que le rachat de nos actions à droit de vote subalterne dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités constitue un investissement approprié, puisque, à notre avis, les cours du marché pourraient, à l'occasion, ne pas refléter la valeur sous-jacente des activités de Lightspeed.

Flux de trésorerie

Le tableau suivant présente la trésorerie et les équivalents de trésorerie aux 31 mars 2024 et 2023 et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour les trimestres et les exercices clos les 31 mars 2024 et 2023 :

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023	2024	2023
	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	722 102	800 154	722 102	800 154
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation	(28 536)	(41 587)	(97 667)	(125 284)
Activités d'investissement	4 104	5 953	25 950	8 817
Activités de financement	(2 347)	(2 376)	(6 226)	(35 411)
Incidence du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(526)	46	(109)	(1 622)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(27 305)	(37 964)	(78 052)	(153 500)

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 28,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024, contre 41,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, les sorties de trésorerie ajustées liées aux activités d'exploitation³ se sont établies à 21,5 M\$, comparativement à 26,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Cette diminution de 5,4 M\$ rend compte de variations du fonds de roulement, notamment des écarts temporaires liés aux débiteurs et aux créditeurs courants, et a été compensée par une augmentation des sorties de trésorerie liées aux avances de fonds aux commerçants de 5,3 M\$.

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont élevées à 97,7 M\$ pour l'exercice 2024, contre 125,3 M\$ pour l'exercice 2023. Pour l'exercice 2024, les sorties de trésorerie ajustées liées aux activités d'exploitation³ se sont établies à 93,9 M\$, comparativement à 96,0 M\$ pour l'exercice 2023. Cette diminution de 2,1 M\$ rend compte des variations du fonds de roulement et des écarts temporaires liés aux débiteurs et aux créditeurs courants, et a été contrebalancée par une augmentation des sorties de trésorerie liées aux avances de fonds aux commerçants de 30,0 M\$.

³ Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS et rapprochements ».

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 4,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024, contre 6,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Cette variation des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement est principalement attribuable à une augmentation de 1,4 M\$ des sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif et à une hausse de 1,3 M\$ des sorties de trésorerie liées aux entrées d'immobilisations corporelles, facteurs compensés par une hausse de 0,6 M\$ du produit d'intérêts reçu.

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 26,0 M\$ pour l'exercice 2024, contre 8,8 M\$ pour l'exercice 2023. Cette variation des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement est principalement attribuable à une hausse de 20,7 M\$ du produit d'intérêts reçu, à une diminution de 1,5 M\$ des sorties de trésorerie liées à l'achat de placements et à une diminution de 1,7 M\$ des sorties de trésorerie liées aux entrées d'immobilisations corporelles, facteurs contrebalancés par une augmentation de 6,8 M\$ des sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement pour le trimestre clos le 31 mars 2024 se sont établies à 2,3 M\$, contre 2,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Cette variation des sorties de trésorerie liées aux activités de financement est surtout attribuable à une diminution de 0,3 M\$ des sorties de trésorerie liées aux coûts de financement et à une baisse de 0,1 M\$ des sorties de trésorerie liées aux obligations locatives et aux variations de dépôts de location soumis à restrictions, contrebalancées par une baisse de 0,4 M\$ des entrées de trésorerie liées à l'exercice d'options sur actions aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres.

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement pour l'exercice 2024 se sont établies à 6,2 M\$, contre 35,4 M\$ pour l'exercice 2023. Cette variation des flux de trésorerie liés aux activités de financement est surtout attribuable au remboursement du solde de l'emprunt à terme d'acquisition de soutien de 30,0 M\$ en juillet 2022, à une diminution de 0,6 M\$ des sorties de trésorerie liées aux obligations locatives et aux variations des dépôts de location soumis à restrictions, ainsi qu'à une baisse de 1,0 M\$ des sorties de trésorerie liées aux coûts de financement, facteurs contrebalancés par une diminution de 2,6 M\$ du produit tiré de l'exercice d'options sur actions aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres.

Nous sommes d'avis que notre solde en trésorerie actuel, le financement disponible, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et le crédit disponible aux termes de notre facilité de crédit nous permettent de combler les besoins en liquidités futurs aux fins de l'exploitation de la Société.

Obligations contractuelles

Nos obligations contractuelles viennent à échéance à des dates diverses. Le tableau suivant présente nos obligations contractuelles au 31 mars 2024 :

(en milliers de dollars américains)	Paiements exigibles par période				Total
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créditeurs et charges à payer	68 679	—	—	—	68 679
Autres passifs non courants	—	967	—	—	967
Obligations locatives ¹⁾	10 151	13 583	8 926	3 578	36 238
Obligations d'achat inconditionnelles et significatives ²⁾	36 543	43 988	23 683	—	104 214
Total des obligations contractuelles	115 373	58 538	32 609	3 578	210 098

¹⁾ Les obligations locatives s'entendent des contrats de location à court terme et des paiements de loyers variables pour notre portion des charges d'exploitation de locaux et les taxes et impôts. Les obligations locatives sont principalement liées à nos locaux à bureaux. La durée des contrats de location varie entre un an et six ans. Se reporter à la note 13 des états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information sur les contrats de location.

²⁾ Nous sommes partie à des ententes de service non résiliables avec des fournisseurs de services et des fournisseurs de services de traitement de paiements comprenant des engagements de dépenses minimales.

Arrangements non comptabilisés

Nous n'avons aucun arrangement non comptabilisé significatif autre que les contrats de location de faible valeur ou à court terme et les autres obligations d'achat décrites à la rubrique « Obligations contractuelles ». De temps à autre, nous pouvons être conditionnellement responsables à l'égard de litiges ou de réclamations.

Événements récents

Après la clôture de l'exercice, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser notre modèle d'exploitation tout en continuant de mettre l'accent sur la croissance rentable. La réorganisation prévoit la réduction d'environ 280 postes. La réorganisation devrait donner lieu à des frais de restructuration en trésorerie additionnels de plus de 8,0 M\$, composés principalement d'indemnités de départ, d'avantages sociaux et de frais connexes. Nous prévoyons engager ces frais principalement au cours du trimestre qui se terminera le 30 juin 2024. L'évaluation du montant de la restructuration et le mode de comptabilisation de cette réorganisation n'ont pas encore été finalisés.

Transactions entre parties liées

Nous n'avons pas conclu de transactions avec des parties liées importantes, autres que celles qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels audités.

La charge de rémunération des cinq principaux dirigeants s'établit comme suit pour l'exercice 2024 et l'exercice 2023 :

(en milliers de dollars américains)	Exercices clos les 31 mars	
	2024	2023
	\$	\$
Avantages sociaux à court terme et indemnités de cessation d'emploi	4 374	3 242
Paiements à base d'actions	11 778	20 331
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	16 152	23 573

Instruments financiers et autres instruments

Juste valeur

La juste valeur des avances de fonds aux commerçants a été établie au moyen de données de niveau 3, en calculant la valeur actualisée des flux de trésorerie estimatifs futurs selon les modalités des ententes. Pour l'exercice 2024, les hypothèses clés comprennent une période de remboursement moyenne de 7 mois, un taux d'actualisation moyen de 15 % et des montants réputés irrécouvrables, y compris les radiations, de 6 021 \$. Aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés n'entraînerait de variation importante de la juste valeur des avances de fonds aux commerçants en raison des périodes de remboursement à court terme attendues.

Les produits tirés du traitement des transactions pour l'exercice 2024 comprennent un montant de 17,2 M\$ provenant des avances de fonds aux commerçants pour des frais perçus comprenant des variations de juste valeur (8,2 M\$ pour l'exercice 2023), et les frais généraux et administratifs pour l'exercice 2024 comprennent un montant de 6,0 M\$ se rapportant aux avances de fonds aux commerçants réputées irrécouvrables (0,8 M\$ pour l'exercice 2023).

Risque de crédit et de concentration

De manière générale, la valeur comptable de nos actifs financiers exposés au risque de crédit inscrite à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de toute provision pour pertes applicable, représente le montant maximal exposé au risque de crédit.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés est imputable principalement à notre trésorerie et à nos équivalents, à nos créances clients et autres débiteurs, et à nos avances de fonds aux commerçants. Nous n'exigeons aucune garantie de la part de nos clients. Le risque de crédit visant la trésorerie et les équivalents de trésorerie est géré en confiant les fonds uniquement à des institutions financières ayant une cote de crédit élevée. Nous ne détenons aucun bien donné en garantie.

Du fait de notre bassin de clients diversifiés, il n'existe aucune concentration particulière du risque de crédit relativement à nos créances clients et aux avances de fonds aux commerçants. Par ailleurs, les soldes de créances clients et des avances de fonds aux commerçants sont gérés et analysés régulièrement afin d'assurer le recouvrement des montants en temps opportun.

Nous maintenons un compte de correction de valeur pour pertes à l'égard d'une partie des créances clients lorsque le recouvrement devient douteux, selon la méthode décrite à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités. Nos comptes de correction de valeur pour pertes de crédit attendues prennent en compte de manière prospective des facteurs propres aux créanciers et l'état général de l'économie.

Au cours de l'exercice 2024, les répercussions possibles liées à l'incertitude du contexte macroéconomique sur notre risque de crédit ont été prises en compte, ce qui a mené à une augmentation de notre correction de valeur pour pertes de crédit attendues par rapport à ce qu'elle aurait été compte non tenu de ces répercussions. Nous continuons de surveiller les conditions macroéconomiques et leurs incidences sur notre risque de crédit.

Risque de liquidité

Nous sommes exposés au risque de ne pas être en mesure d'honorer nos engagements financiers à la date d'échéance établie, conformément aux modalités de ces engagements et à un prix raisonnable. Nous gérons notre risque de liquidité en établissant des prévisions relatives aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ainsi qu'aux activités d'investissement et de financement prévues. Au 31 mars 2024, nous disposons d'un montant en trésorerie et en équivalents de trésorerie s'établissant à 722,1 M\$, ainsi que d'une facilité de crédit, ce qui témoigne de notre liquidité et de notre capacité à régler les passifs financiers futurs au fur et à mesure qu'ils deviennent exigibles.

Risque de change

Nous sommes exposés au risque de change en raison des instruments financiers libellés en devises. Les principales monnaies qui nous exposent au risque de change en raison des instruments financiers libellés en devises comprennent le dollar canadien, l'euro, la livre sterling, le dollar australien et le dollar néo-zélandais. Nous avons pour politique d'atténuer notre exposition au risque de change en concluant des instruments dérivés. Nous avons conclu de nombreux

contrats de change à terme. La combinaison de devises utilisée pour les couvertures de flux de trésorerie de la Société est le dollar américain / dollar canadien. Nous n'utilisons pas d'instruments dérivés à des fins de spéculation. Au 31 mars 2024, le montant nominal de référence de nos contrats de change était de 95,6 M\$ CA (109,2 M\$ CA au 31 mars 2023).

Le tableau suivant résume notre exposition au risque de change, compte tenu des contrats de change à terme pertinents, en milliers de dollars américains :

2024	CAD	EUR	AUD	GBP	NZD	Autre	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie, et liquidités soumises à restrictions	3 039	4 446	1 375	1 638	2 088	924	13 510
Créances clients et autres débiteurs	13 769	4 823	1 403	1 841	769	914	23 519
Avances de fonds aux commerçants	10 252	5 734	6 958	5 620	621	—	29 185
Créditeurs et charges à payer	(12 952)	(9 747)	(3 454)	(2 208)	(2 299)	(3 258)	(33 918)
Autres passifs non courants	(275)	(224)	(67)	(174)	—	(41)	(781)
Obligations locatives	(10 154)	(2 971)	(1 484)	(3 033)	(1 456)	(948)	(20 046)
Exposition financière nette	3 679	2 061	4 731	3 684	(277)	(2 409)	11 469

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la fluctuation des taux d'intérêt ait une incidence négative sur les bénéfices et les flux de trésorerie. Certaines de nos positions en trésorerie portent intérêt. Nos créances clients et autres débiteurs et nos créditeurs et charges à payer ne portent pas intérêt. Nous ne sommes pas exposés à un risque de taux d'intérêt significatif.

Risque lié au cours de l'action

Les charges sociales à payer relativement à la rémunération à base d'actions (charges sociales) représentent des cotisations sociales au titre de la rémunération à base d'actions auxquelles nous sommes assujettis dans les divers pays où nous exerçons nos activités. Les charges sociales comptabilisées chaque période de présentation de l'information financière sont fonction, notamment, du nombre d'options sur actions et des attributions d'actions en cours, de l'acquisition des droits liés aux options sur actions et aux attributions d'actions, du prix d'exercice et du cours de nos actions. Toute variation du montant à payer est comptabilisée dans le coût direct des produits et dans les charges d'exploitation. Toute augmentation du cours de l'action a pour effet d'accroître les charges sociales à payer; mais, lorsque le cours de l'action baisse, la Société comptabilise plutôt une réduction des charges sociales à payer, toutes choses étant égales par ailleurs, y compris le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours et le prix d'exercice qui restent inchangés.

Risque lié à l'inflation

Nous sommes exposés au risque d'inflation, qui pourrait avoir une incidence importante sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Si nos coûts devaient être assujettis à des pressions inflationnistes importantes, nous pourrions ne pas être en mesure de compenser en totalité ces hausses de coûts au moyen d'augmentations de prix. Notre incapacité à compenser les coûts pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. Si l'inflation continue de croître, elle aura probablement une incidence sur nos charges, notamment une hausse des coûts liés à l'offre de nos solutions et des charges liées à la rémunération des employés. En outre, nos clients sont également exposés aux risques liés aux pressions inflationnistes qui ont et pourraient encore avoir une incidence sur leurs activités et leur situation financière. Parmi ces risques, notons une réduction des dépenses de consommation et de l'utilisation des cartes de crédit ou de débit, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre rendement financier, puisque le nombre de transactions traitées au moyen de nos solutions de paiement pourrait diminuer, tout comme le montant d'achat moyen de chaque transaction.

Méthodes comptables et estimations comptables critiques

La préparation de nos états financiers consolidés annuels audités exige que la direction exerce son jugement, fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes. Nous révisons régulièrement ces estimations en fonction de la meilleure connaissance que la direction a des événements courants et des actions que nous pourrions entreprendre à l'avenir. Les résultats obtenus peuvent différer de ces estimations. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et de ces estimations pourrait nécessiter un ajustement important à la valeur comptable de l'actif ou du passif en question au cours des périodes ultérieures. Les principales estimations et hypothèses sont présentées ci-après. La direction a déterminé que nous exploitons un seul secteur opérationnel et que nous avons un seul secteur à présenter.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les principaux aspects du processus de comptabilisation des produits des activités ordinaires, notamment l'identification des contrats générateurs de produits conclus avec des clients, l'identification des obligations de prestation, la détermination du prix de transaction et la répartition entre les obligations de prestation identifiées, l'utilisation d'une méthode de comptabilisation des produits des activités ordinaires appropriée pour chaque obligation de prestation et la mesure de l'avancement des obligations de prestation dans le temps, nécessitent tous l'exercice du jugement et l'utilisation d'hypothèses. Nous suivons les indications figurant à la rubrique « Entité agissant pour son propre compte ou comme mandataire » de l'Annexe B d'IFRS 15 pour déterminer si les produits doivent être comptabilisés en fonction du montant brut de la contrepartie payée par le client ou du montant net que nous conservons. Cette détermination requiert l'exercice du jugement et dépend des faits et circonstances relatifs à chaque accord.

Dépréciation d'actifs non financiers

Notre test de dépréciation à l'égard du goodwill se fonde sur les estimations en interne de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, et recourt à des modèles d'évaluation comme la méthode d'actualisation des flux de trésorerie. Les principales hypothèses sur lesquelles la direction a fondé sa détermination de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations visant les taux d'actualisation, les multiples de la valeur finale et le taux de croissance estimé. Ces estimations, notamment la méthode employée, l'identification des unités génératrices de trésorerie et l'attribution du goodwill, peuvent avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, en fin de compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill. Lorsque les immobilisations corporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation liés aux contrats de location et les immobilisations incorporelles sont soumis à un test de dépréciation, la détermination de la valeur recouvrable des actifs exige que la direction recoure à des estimations, facteur qui peut avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, en fin de compte, sur le montant de toute dépréciation.

Si, à la date ultérieure, la valeur comptable de notre secteur était inférieure à sa valeur recouvrable, nous pourrions devoir comptabiliser des charges de dépréciation du goodwill dans nos résultats d'exploitation au cours de périodes futures, ce qui pourrait nuire à notre capacité à atteindre la rentabilité. Le goodwill est plus sensible au risque de dépréciation si les résultats d'exploitation ou la conjoncture économique se détériorent. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2023, un test de dépréciation du goodwill annuel a été effectué pour notre secteur, à savoir le niveau auquel la direction effectue un suivi du goodwill. Le test de dépréciation du goodwill annuel au 31 décembre 2023 a été effectué au moyen de la méthode de la juste valeur diminuée des coûts de sortie de la Société. Ce test a indiqué que le goodwill n'avait subi aucune dépréciation au 31 décembre 2023. La valeur comptable de l'actif net de la Société était supérieure à sa capitalisation boursière au 31 mars 2024, ce qui a mené à la réalisation d'un test de dépréciation pour le secteur, à savoir le niveau auquel la direction effectue un suivi du goodwill. Nous avons réévalué au 31 mars 2024 les hypothèses clés utilisées dans le test du 31 décembre 2023 et aucun changement entraînant une charge de dépréciation du goodwill n'a été relevé. Une réduction du multiple de la valeur finale, une augmentation du taux d'actualisation avant impôt ou une diminution du taux de croissance des produits des activités ordinaires pourrait éventuellement entraîner des pertes de valeur. Nous sommes tenus d'effectuer notre prochain test de dépréciation du goodwill annuel le 31 décembre 2024, ou plus tôt si un événement déclencheur de dépréciation du goodwill survient avant cette date. Se reporter à la note 16 de nos états financiers consolidés annuels audités pour un complément d'information.

Recouvrabilité de l'actif d'impôt différé, impôt exigible et différé, et crédits d'impôt

L'interprétation de la réglementation fiscale, qui est complexe, ainsi que le montant et le calendrier du bénéfice imposable à l'avenir font l'objet d'incertitudes. Nous établissons des provisions fondées sur l'estimation raisonnable des incidences possibles des vérifications par l'administration fiscale. Le montant de ces provisions se fonde sur divers facteurs, comme les vérifications fiscales antérieures ainsi que les interprétations divergentes de la réglementation fiscale de la part de l'entité imposable et de l'administration fiscale responsable.

L'actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales non utilisées et des écarts temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, auquel ces pertes fiscales et écarts temporaires pourront être imputés, sera disponible. La direction doit user de son jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé pouvant être comptabilisé, en fonction du calendrier probable et du niveau du bénéfice imposable futur, outre les stratégies de planification fiscale futures.

Rémunération à base d'actions

Nous évaluons le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres avec les employés en nous basant sur la juste valeur des instruments connexes à la date d'attribution. L'estimation de la juste valeur des paiements à base d'actions nécessite la détermination du modèle d'évaluation le mieux adapté à l'attribution, en fonction des modalités de celle-ci. Il faut également formuler des hypothèses et choisir les données les plus pertinentes pour le modèle d'évaluation, notamment les prévisions relatives à l'option quant à sa durée, à sa volatilité, à son taux d'intérêt et à son rendement en dividende.

Provisions

De temps à autre, la Société est partie à des litiges et à des réclamations. Rien ne garantit que ces litiges et ces réclamations seront résolus sans qu'il soit nécessaire de recourir à des procédures coûteuses, ni qu'ils ne nuiront pas à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentant des avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être faite. Pour déterminer la probabilité d'une perte et établir une estimation raisonnable, la direction doit exercer un jugement important. Les hypothèses utilisées reflètent les conditions économiques les plus probables et les lignes de conduite prévues par la Société à ce moment-là, mais peuvent également différer au fil du temps. Compte tenu des incertitudes associées à tout litige, l'issue réelle peut différer des estimations de la Société et pourrait nuire à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société. Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audité pour l'exercice 2024 pour un complément d'information.

Immobilisations incorporelles générées en interne

Nous comptabilisons les frais de développement interne comme des immobilisations incorporelles uniquement lorsque les critères suivants sont remplis : la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle est démontrée; il y a une intention d'achever l'immobilisation incorporelle et une capacité à l'utiliser ou la vendre; l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables; des ressources adéquates sont disponibles pour achever le développement de l'immobilisation incorporelle et l'utiliser ou la vendre, et il est possible d'évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement. Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimée à partir du moment où l'actif est prêt à être utilisé.

Nouvelles prises de position en comptabilité

De temps à autre, l'IASB ou d'autres organismes de normalisation publient de nouvelles prises de position en comptabilité, que nous adoptons à la date de prise d'effet indiquée.

Méthodes comptables significatives nouvelles et modifiées adoptées par la Société

L'IASB a publié des modifications à IAS 8 *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, qui clarifient la façon de distinguer les changements de méthodes comptables des changements d'estimations comptables, à

IAS 1 *Présentation des états financiers*, qui exigent que les sociétés présentent des informations significatives sur les méthodes comptables, et à IAS 12 *Impôts sur le résultat*, qui exigent que les sociétés comptabilisent l'impôt différé sur certaines transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, donnent lieu à des montants égaux de différences temporaires imposables et déductibles. Les modifications à IAS 8, à IAS 1 et à IAS 12 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, et l'application anticipée est permise. La Société a adopté ces modifications le 1^{er} avril 2023. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur nos méthodes comptables ou nos états financiers consolidés. En mai 2023, l'IASB a également publié le modèle de règles du Pilier 2 en lien avec la réforme fiscale internationale, qui modifie IAS 12 *Impôts sur le résultat* et introduit une exemption temporaire aux exigences de comptabilisation et de présentation des actifs et des passifs d'impôt différé liés au Pilier 2, ainsi que des obligations de communication de l'information ciblées pour les entités visées. Les mesures d'allègement entrent en vigueur dès la publication des modifications et doivent être appliquées rétrospectivement conformément à IAS 8 *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, tandis que les obligations de communication de l'information ciblées s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. Nous avons appliqué ces modifications et mis à jour nos informations dans les états financiers consolidés annuels audités. Aucune autre interprétation des IFRS ou de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») en vigueur au 1^{er} avril 2023 n'a eu d'incidence significative sur nos méthodes comptables ou sur nos états financiers consolidés.

Méthodes comptables significatives nouvelles et modifiées publiées mais non encore entrées en vigueur

À la date d'autorisation des états financiers, nous n'avons pas encore appliqué les normes IFRS nouvelles et révisées suivantes, publiées mais non encore entrées en vigueur.

L'IASB a publié des modifications à IAS 1 *Présentation des états financiers*, qui ont une incidence sur la présentation des passifs en tant que passifs courants et non courants à l'état de la situation financière, des modifications à IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie* et à IFRS 7 *Instruments financiers : informations à fournir* pour améliorer la transparence concernant les accords de financement de fournisseurs en incluant des obligations d'information, et des modifications à IFRS 16 *Contrats de location*, afin d'inclure les paiements variables lors de l'évaluation d'une obligation locative découlant d'une transaction de cession-bail. Ces modifications à IAS 1, à IAS 7, à IFRS 7 et à IFRS 16 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024, et l'application anticipée est permise. Nous ne prévoyons pas que l'adoption de ces normes aura une incidence significative sur nos états financiers des périodes futures.

L'IASB a également publié IFRS 18 *États financiers : Présentation et informations à fournir*, qui comprend des exigences en matière de présentation et de communication de l'information dans les états financiers à usage général pour veiller à ce qu'ils fournissent de l'information pertinente qui donne une image fidèle des actifs, des passifs, des capitaux propres, des produits et des charges d'une entité. La nouvelle norme IFRS 18 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Information sur les actions en circulation

Lightspeed est une société ouverte inscrite sous le symbole « LSPD » à la Bourse de Toronto (la « TSX ») et à la New York Stock Exchange (la « NYSE »). Le capital-actions autorisé consiste en i) un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne, et ii) un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries; au 14 mai 2024, 153 561 000 actions à droit de vote subalterne étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée ne l'était.

Au 14 mai 2024, 235 425 options sur actions étaient en cours aux termes du régime d'options sur actions de 2012 modifié et mis à jour de la Société dans sa version modifiée (dont 235 425 avaient les droits acquis à cette date), 9 352 000 options étaient en cours aux termes du troisième régime incitatif général modifié et mis à jour de la Société dans sa version modifiée (le « régime général ») (dont 4 219 777 avaient les droits acquis à cette date). Chaque option peut ou pourra être exercée en échange de une action à droit de vote subalterne.

Au 14 mai 2024, 10 855 options étaient en cours aux termes du régime d'options sur actions et d'attribution modifié et mis à jour de 2011 de ShopKeep Inc. (dont 10 855 avaient les droits acquis à cette date), régime repris par la Société à la clôture de l'acquisition de ShopKeep le 25 novembre 2020. Chaque option peut ou pourra être exercée en échange de une action à droit de vote subalterne.

Au 14 mai 2024, 131 713 UAD étaient en cours aux termes du régime général de la Société. Lorsque le participant cessera d'être un administrateur, haut dirigeant, employé ou consultant de la Société conformément au régime général, chacune de ces UAD sera réglée, au gré du conseil d'administration, a) avec la remise d'actions nouvellement émises ou achetées sur le marché libre, b) en trésorerie, ou c) avec une combinaison de trésorerie et d'actions.

Au 14 mai 2024, 5 774 388 UAR étaient en cours aux termes du régime général de la Société (dont 1 744 042 avaient les droits acquis à cette date). Une fois acquise, chacune de ces UAR sera réglée, au gré du conseil d'administration, a) avec la remise d'actions nouvellement émises ou achetées sur le marché libre, b) en trésorerie, ou c) avec une combinaison de trésorerie et d'actions.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information (tels qu'ils sont définis dans les règlements 13a-15(e) et 15d-15(e) de la *Securities and Exchange Act of 1934*, dans leur version modifiée) sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information à fournir dans les rapports déposés auprès de la Securities and Exchange Commission est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour veiller à ce que l'information que la Société doit présenter dans ces rapports soit rassemblée puis communiquée à sa direction selon ce qui convient pour prendre en temps opportun les décisions concernant l'information à fournir. Le chef de la direction et la cheffe des finances, de concert avec la direction, ont évalué les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et conclu qu'ils étaient efficaces au 31 mars 2024.

Rapport annuel de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de la Société, sous la supervision du chef de la direction et de la cheffe des finances, a la responsabilité d'établir et de maintenir des mesures de contrôle interne adéquates à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de l'information financière, conformément aux IFRS publiées par l'IASB.

La direction, y compris le chef de la direction et la cheffe des finances, a effectué une appréciation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société selon les critères établis dans le rapport intitulé *Internal Control – Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. Sur la base de cette évaluation, la direction, y compris le chef de la direction et la cheffe des finances, a déterminé qu'au 31 mars 2024, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

Rapport d'attestation du cabinet d'experts-comptables indépendant agréé

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 mars 2024 a fait l'objet d'un audit par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant, qui a exprimé son opinion dans son rapport inclus dans nos états financiers consolidés annuels audités au 31 mars 2024.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Limites inhérentes aux contrôles et procédures

La direction, y compris le chef de la direction et la cheffe des finances, estime que tout système de contrôles et de procédures de communication de l'information ou de contrôle interne à l'égard de l'information financière, peu importe l'efficacité de sa conception ou de son fonctionnement, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, non absolue, que ses objectifs sont atteints. En outre, la conception d'un système de contrôles est tributaire des restrictions en matière de ressources, et les avantages que revêtent les contrôles doivent être examinés à la lumière des coûts que ceux-ci entraînent. Du fait de ses limites inhérentes, aucun système de contrôles ne peut fournir l'assurance absolue qu'ont été prévenus ou détectés tous les éventuels enjeux en matière de contrôle ou cas de fraude au sein de la Société. Ces limites inhérentes tiennent entre autres à la possibilité que des erreurs de jugement surviennent dans la prise de décisions et que des défaillances se produisent en raison de simples erreurs. Qui plus est, les contrôles peuvent être neutralisés par des parties agissant seules ou en collusion, ou par un contournement non autorisé des contrôles. De surcroît, la conception d'un système de contrôles se fonde sur certaines hypothèses concernant la probabilité d'événements futurs, et rien ne garantit qu'une conception donnée puisse atteindre ses objectifs établis compte tenu de toutes les éventualités. Par conséquent, en raison des limites inhérentes à tout système de contrôles efficient, des inexactitudes découlant d'erreurs ou de fraudes pourraient survenir et ne pas être décelées.